

L'ANP face au défi terroriste

p. 2



© New Press

L'EDITO DE BACHIR MEDJAHED

Les présidents partent, les gouvernements restent

Il y a eu des changements de gouvernement, il y a eu nombre de remaniements, mais qu'y a-t-il comme changement ? C'est pratiquement le même gouvernement qui a géré les affaires du pays depuis la mi-décennie 90. Quand c'est le même gouvernement, alors qu'il y a eu changement de président, il serait légitime de se poser la question de savoir à qui réellement imputer la paternité du programme appliqué. Serait-il possible que Zeroual et Bouteflika possèdent deux programmes différents qu'ils font appliquer par le même gouvernement ? Quel hasard avait fait que les deux présidents aient rencontré les mêmes hommes pour qu'ils constituent leur gouvernement ? Qui a fait qui ? Qui a fait quoi ? Plusieurs combinaisons. La première. Zeroual a fait cadeau à Bouteflika de son programme et de son gouvernement. Soit les hommes, les

textes les idées et le mode d'emploi. La deuxième. Les auteurs des «instructions d'en haut» ont désigné Zeroual, ont choisi les hommes qui vont le gérer, ont donné à ces derniers les principales orientations qu'ils vont transformer en programme, ont décidé du moment où Zeroual doit partir (un scénario a été mis en place avec des quotidiens activés), puis ont désigné Bouteflika et les hommes qui vont le gérer avec un programme remanié.

Dans les deux cas, ce ne sont pas les mêmes présidents, mais c'est le même gouvernement, à quelques changements près. S'il y a des insuffisances, des insuffisances trop lourdes, faut-il les imputer aux deux présidents ou au même gouvernement ? Nous ne sommes plus dans la situation où les gouvernements (plutôt les chefs de gouvernement) jouent le rôle de fusible des

présidents. On a bien vu que les présidents partent et le gouvernement reste.

Si on demande par exemple au gouvernement de faire son bilan, il s'agit d'un bilan qui doit commencer en 1996, quand l'alliance s'appelait coalition. Il ne s'agirait pas de bilans Zeroual, Bouteflika, mais d'un bilan de la coalition alliance qui a changé de nom pour tromper l'adversaire et faire croire à la diversité. Habilement, le président est poussé à jouer le rôle de fusible. Les membres du gouvernement ont vulgarisé la thèse selon laquelle c'est le président qui décide de tout. Il est l'unique source du pouvoir. Rien ne pourra se faire sans son accord. Rien ? Vraiment rien ? C'est grave. Lui faudrait-il endosser la responsabilité de tous les péchés commis à son ombre ? Un deuxième Jésus ?

B. M.

terrorisme

Attentat

L'Algérie condamne «énergiquement» l'attentat-suicide dans une mosquée en Arabie Saoudite.

douanes

Commerce

Déficit commercial de 4,32 milliards de dollars durant les 4 premiers mois 2015.

sud du pays

Criminalité

21 contrebandiers arrêtés et divers produits destinés à la contrebande saisis.

aujourd'hui

11e Salon international «SIEE Pollutec Algérie» à Oran.

L'ANP face au défi terroriste



■ L'ANP résolument engagée dans la lutte antiterroriste. (Photo > New Press)

REPÈRE

Deux abris contenant un important arsenal militaire découverts par les forces de l'ANP à Bouira

Deux abris et un important arsenal militaire constitué de fusils de différents types et des explosifs ont été découverts par les forces de l'Armée nationale populaire (ANP) aux alentours de la localité de Ferkioua, dans la wilaya de Bouira, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans la continuité des opérations de ratissage menées par des détachements de l'ANP aux alentours de la localité de Ferkioua, dans la wilaya de Bouira, lieu de déroulement de l'opération conjointe des forces de l'ANP relevant des secteurs opérationnels de Bouira, de Blida et de Boumerdès (1re Région militaire), deux abris ont été découverts contenant une mitrailleuse de type (PKT), une mitrailleuse de type (MAT-49), quatre fusils de chasse et un fusil à répétition», précise la même source. «Un lance-roquette de type (RPG 7), deux canons de fusils semi-automatiques, six obus RPG7, huit charges d'obus, 38 téléphones portables prêts à exploser, 13 bombes de confection artisanales, quatre paires de jumelles, une importante quantité de munitions de différents calibres, 24 kilogrammes de TNT, 12,5 kilogrammes d'explosifs, 170 litres d'acide nitrique, 31 détonateurs, 6 mètres de mèche de détonation, un groupe électrogène, deux panneaux solaires, des vêtements, des denrées alimentaires et autres objets», ont également été découverts, ajoute le communiqué.

→ **L'éclatante victoire réalisée par les forces de l'ANP, en éliminant cette semaine 25 terroristes à Bouira, illustre l'engagement inusable et la détermination inflexible de notre armée pour lutter contre ces hordes sanguinaires qui guettent le moindre relâchement dans la vigilance ou la moindre fissure dans la cohésion nationale pour s'y engouffrer.**

Elle vient rappeler à l'opinion publique, mais surtout à la classe politique engluée dans ses jeux politiques, les véritables défis auxquels est confrontée la nation et les véritables dangers qui menacent d'hypothéquer son avenir. Face aux défis actuels : la menace terroriste à l'intérieur et surtout à nos frontières est (avec Libye) et sud (avec le Mali), avec l'exacerbation des violences dans ces pays du voisinage, et les risques d'infiltration des groupes armés affiliés à Aqmi ou à son ersatz «l'Etat islamique», l'armée nationale doit trouver tout l'appui nécessaire des forces vives de nation. Aussi, la mise hors d'état de nuire d'un nombre aussi important de terroristes et la découverte d'un important arsenal de guerre, dans les casemates utilisés par ces terroristes, ré-

Justice : Oultache rejette en bloc l'acte d'accusation

Le colonel Chouaib Oultache, ex-chef de l'unité aérienne de la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), a comparu à Boumerdès devant ses juges. L'accusé a rejeté toutes les accusations retenues contre lui, en réclamant sa disculpation et celle de tous les autres prévenus. «Nous n'avons fait que remplir les prérogatives qui nous étaient assignées, pour servir notre pays» en intégrant «en toute loyauté» le programme de modernisation du corps de la Sûreté nationale, a déclaré Oultache à l'ouverture de l'audience de son jugement à la chambre correctionnelle près la cour de Boumerdès. **Au total, 25 accusés, dont Oultache Chouaib, sont poursuivis**, dans cette affaire, pour les chefs d'inculpation de «passation de marchés publics en violation de la législation», «dilapidation de deniers publics», «trafic d'influence», «faux et usage de faux», «implication dans la dilapidation et négligence manifeste ayant mené à déperdition de fonds publics», selon l'acte de renvoi du tribunal. Interrogé par le juge sur l'objectif recherché en présidant la commission technique chargée de la modernisation du secteur, «sans document de nomination», Oultache a affirmé que l'ex-DG de la Sûreté nationale, Ali Tounsi, l'a désigné «verbalement», après avoir constaté le bon travail effectué lors de l'acquisition d'hélicoptères avec caméras». Il a souligné qu'il «présidait effectivement la commission» et que le «manque de temps, dû à l'accélération de la mise au point d'un plan de mise en œuvre de modernisation du secteur», l'ont empêché d'accorder de l'importance à une «nomination par écrit», tant pour lui que pour les membres de cette commission. Oultache a rejeté également «le conflit d'intérêt» dans le marché d'acquisition du matériel et équipements informatique auprès de la société Algerian Business Multimedia (ABM), dont son gendre était directeur général adjoint. Il a expliqué, à cet égard, que le marché (englobant l'acquisition de 2 300 consommables informatiques) a été remporté officiellement par un concepteur en informatique, qui l'a confié à son distributeur exclusif en Algérie, qui n'est autre que ABM, après l'accord de la DGSN et de la tutelle, eu égard à la conformité de marché au cahier des charges et à la carte technique, et la possession de l'attestation des garanties nécessaires, par le distributeur concerné. Réfutant catégoriquement avoir «reçu des intérêts» dans les différents marchés qu'il a conclus, il a soutenu avoir «concrétisé plus d'une centaine de marchés, affectés de dizaines de millions de dollars, dans le cadre du programme de modernisation du corps de la sécurité nationale», et qu'il a «paraphé la décision de la commission qu'il présidait, sans avoir commis aucune infraction à la loi sur les marchés publics». **Le deuxième accusé dans cette affaire, Yahiaoui Abdelmadjid**, a, également, rejeté toutes les accusations retenues contre lui, niant avoir été au courant de sa désignation à la tête de la commission technique de modernisation du corps de la Sûreté nationale. Interrogé, par le juge, sur la décision de sa nomination datée du 22 mai 2007, l'accusé a assuré qu'il «n'a pas été informé de cette décision, et qu'il ne faisait qu'accomplir sa mission de technicien dans cette commission» chargée de donner des «consultations techniques» à l'administration, «qui prend sa décision sur cette base». La commission technique a approuvé l'offre d'ABM, car elle était en conformité avec les critères exigés, et l'administration a confirmé cet avis, sur cette base.

A. K.

vèrent l'âpreté de la bataille engagée par l'ANP contre des groupuscules acculés depuis plusieurs années, poussés dans leurs derniers retranchements, et qui cherchent désespérément la reconnaissance et les financements des réseaux terroristes internationaux (Al-Qaïda, Etat islamique) pour pouvoir se relancer et pouvoir notamment recruter et renforcer leurs structures démantelées, grâce justement à la vigilance des forces en charge de la lutte antiterroriste. C'est pourquoi le rôle de la lutte contre le terrorisme ne doit pas se limiter à l'action que mène l'ANP dans les maquis, mais doit s'étendre à tous les segments de l'Etat et de la société, afin d'annihiler, à la base, toute possibilité de soutien à ces groupes armés, et ce, à travers un vrai travail de sensibilisation et d'orientation civique et politique en direction des jeunes, dont certains peuvent être toujours tentés par des choix suicidaires. Par ailleurs, ces exploits sont le fruit d'une longue expérience des forces de sécurité acquise dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, à tous les niveaux. Une lutte basée sur le renseignement et l'implication des forces ayant prouvé leur capacité dans ce domaine, à l'image des Patriotes et des gardes communaux qui, grâce à leur connaissance parfaite du terrain, ont grandement contribué à l'éradication de nombreux foyers terroristes dans les zones montagneuses. C'est aussi le résultat du processus de professionnalisation de l'ANP entamée depuis une quinzaine d'année, avec le renforcement des sol-

dots d'active, bien formés et bien équipés. Ce qui a fait de l'ANP aujourd'hui une armée performante et moderne, l'une des plus performantes et les plus modernes de la région.

Yucef Kaci

Voir sur Internet
www.lnr-dz.com

48^e édition de la FIA Plus de 1 000 exposants nationaux et étrangers prévus

→ «Plus de 1 000 exposants dont 600 sociétés algériennes et près de 750 exposants étrangers représenteront 25 pays, à la 48^e édition de la Foire internationale d'Alger qui se déroulera le 27 mai jusqu'au 1^{er} juin 2015 au Palais des expositions, Safex, à Alger», c'est ce qu'a déclaré le ministre du Commerce, Amara Benyounès.



«Sur les 1 000 exposants, il y aura 600 sociétés algériennes et 750 étrangers venus de 25 pays, alors que la République d'Inde en sera l'invité d'honneur de cette édition», a indiqué le ministre de Commerce, lors d'une conférence de presse animée en présence de l'ambassadeur de l'Inde, Kuldeep Bhardwaj. Tenu sous le thème de «La diversification économique pour une croissance durable», la 48^e édition de la FIA, accueillera six pays d'Europe qui sera représentée par la France, l'Italie, le Portugal, la Turquie et la Pologne, ainsi que six pays du monde arabe qui seront représentés par la Tunisie, la Libye, l'Égypte, la Jordanie, la Syrie et la Palestine. L'Asie aussi sera présente par le biais des entreprises chinoises, vietnamiennes, indiennes, malai-

siennes et iraniennes, ainsi que les Amériques qui seront représentées par les États-Unis, le Brésil, Cuba et le Chili. Quant au Sénégal, la République du Soudan et le Niger, ils seront les seuls pays de l'Afrique. En outre, l'Inde qui participe régulièrement à la FIA depuis 2005, prend part à cette prochaine édition avec 84 entreprises activant notamment dans l'agriculture, les productions

pharmaceutiques et les technologies, a précisé l'ambassadeur de ce pays lors de cette conférence de presse. Pour ce qui concerne la participation nationale, 643 exposants activant dans une dizaine de secteurs seront présents lors de cette foire qui s'étendra sur une superficie globale de 51 211 m². Il s'agit des secteurs de l'agroalimentaire, l'énergie, chimie et pétrochimie,

l'électrique et l'électronique, le textile, les travaux publics et matériaux de construction, la mécanique, la sidérurgie et la métallurgie et l'ameublement et décoration. Le choix de l'Inde comme invité d'honneur s'explique par le fait que « ce pays est un exemple en matière de développement, de diversification économique et de croissance », a indiqué le ministre. En effet, une dizaine d'investisseurs indiens sont présents en Algérie, selon l'ambassadeur indien, activant notamment dans la construction, la sidérurgie, la restauration et la production pharmaceutique. Selon lui, l'Inde souhaite développer un projet d'engrais chimiques en Algérie, un produit fabriqué à partir du gaz naturel, soulignant que les négociations afférentes à ce projet ont déjà été lancées entre l'Algérie et son pays.

Le ministre du Commerce a déclaré à la fin de cette conférence que cette manifestation sera inaugurée officiellement mardi prochain par le Premier ministre Abdelmalek Sellal, en présence de la ministre d'Etat de l'Inde chargée du Commerce et de l'Industrie, Nirmala Sitharaman. Pour rappel, l'édition de la FIA de 2014 avait vu la participation de 1 045 entreprises dont 600 étrangères représentant 37 pays.

Haddadi Malek

HABITAT

Industrie

Admission de neuf entreprises étrangères pour des usines de logements préfabriqués

Neuf entreprises étrangères ont été admises par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville pour créer, en partenariat avec des sociétés algériennes, des usines de préfabrication de logements en Algérie, a appris l'APS auprès d'un haut responsable de ce ministère. Sur 131 dossiers déposés suite à l'appel national et international à manifestation d'intérêt par ce ministère pour la réalisation de logements produits selon des procédés de construction industrialisée, 40 ont été jugés éligibles mais dont neuf ont été validés après examen des dossiers par le Centre national d'études et de recherche intégrés du bâtiment (Cnerib).

Il a été exigé de ces entreprises de se doter d'une usine automatisée (utilisation de logiciels informatiques), de faire de la préfabrication totale, de mettre en place des armatures robotisées et d'intégrer totalement les corps d'état secondaires (ensemble des travaux réalisés à l'intérieur du bâtiment comme la plâtrerie et les revêtements de sol et murs). Les entreprises admises sont de nationalités chinoise, émiratie, turque, italienne et espagnole, précise le même responsable. Après cette première étape de validation, une short-list sera établie à partir de ces 9 entreprises avant fin juin prochain, et ce, après un avis de présélection nationale et internationale restreinte. Pour pouvoir s'installer en Algérie, les entreprises définitivement retenues doivent créer des joint-ventures avec des entreprises algériennes, conformément à la règle 51/49% du capital, régissant l'investissement étranger en Algérie. D'ailleurs, quatre des neuf entreprises admises prévoient, si elles seront retenues définitivement, des partenariats avec les nouveaux groupes publics issus de la restructuration de la Société de gestion des participations de l'Etat (SGP Indjab), qui représente l'outil public de réalisation. Pour la création de leurs usines, les futures sociétés mixtes vont bénéficier de plusieurs avantages en matière de foncier industriel et de facilitations fiscales et parafiscales notamment. En outre, elles signeront des protocoles d'accord avec le ministère chargé de l'Habitat portant engagement des promoteurs publics à l'achat de la totalité des logements produits par ces entreprises pendant cinq ans.

Agence

BRÈVE

Déficit commercial de 4,32 milliards de dollars durant les 4 premiers mois 2015

La balance commerciale de l'Algérie a enregistré un déficit de 4,32 milliards de dollars durant les quatre premiers mois de 2015, contre un excédent de 3,4 milliards de dollars à la même période de 2014, a appris l'APS auprès des Douanes algériennes. Entre le 1^{er} janvier et le 30 avril 2015, les exportations se sont établies à 13,4 milliards (mds) de dollars contre près de 22,72 mds de dollars à la même période de 2014, soit une baisse de plus de 41%, indique le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis). Quant aux importations, elles se sont chiffrées à 17,73 mds de dollars contre 19,32 milliards durant la même période de l'année écoulée, en baisse de 8,26%. Les exportations ont, ainsi, assuré la couverture de 76% des importations durant les quatre premiers mois de 2015 contre 118% à la même période de l'année précédente.

Agence

Economie productive «L'Algérie doit mobiliser toutes ses compétences»

→ «L'Algérie doit mobiliser toutes ses compétences» pour réussir sa transition d'une économie de rente vers une économie productive et diversifiée; l'Algérie doit mobiliser toutes ses compétences, ses forces vives et ses institutions.

Lors d'une conférence animée à l'Institut national des études stratégiques globales sur le thème «Logiques rentières, dynamiques sociales et perspectives : éléments d'analyse et de réflexion sur la société algérienne», l'universitaire et sociologue, Nadji Safir, a indiqué que la réussite de la transition économique, l'une des trois contraintes auxquelles l'Algérie fait face, nécessitait le lancement d'une réflexion impliquant toutes les compétences, les forces vives et les institutions du pays. Estimant que les deux autres transitions que l'Algérie est appelée à effectuer sont la transition énergétique, dont la problématique essentielle est l'identification des voies et moyens de diversifier ses ressources énergétiques, et la transition culturelle qui consiste à émerger une civilisation algérienne et à lui frayer un chemin

dans un contexte de globalisation. Le succès de cette transition est aussi, a-t-il poursuivi, lié au rôle de l'Etat. Ce dernier a l'obligation de réguler la distribution de la rente et de barrer la route devant les groupes sociaux voraces qui œuvrent à accaparer, par différents moyens, une partie de cette rente à des fins personnelles et au détriment des autres. Par ailleurs, l'Algérie doit se préparer à s'adapter aux effets des changements climatiques et au développement démographique, a expliqué le conférencier, relevant que la population algérienne atteindra les 40 millions d'habitants à l'horizon 2016 en s'appuyant sur des données chiffrées de l'Office national des statistiques (ONS). Le même responsable a prévenu que «nous devons aussi être conscients des conséquences du boom démographique dans des pays de la région comme le Mali et le Niger, pays dans lesquels le nombre d'habitants atteindra 114,6 millions d'habitants en 2050, selon les hypothèses des Nations unies». Faisant une lecture dans les résultats du recensement économique de 2011, Nadji Safir a

rappelé que les hydrocarbures constituaient 98% des exportations de l'Algérie et 65% du budget de l'Etat. Tout en expliquant que la rente qui ne nécessite pas la mise en place d'un processus de production comme cela est le cas de l'industrie, est une enclave de la société, orientée vers l'extérieur. Selon lui, la richesse d'un pays rentier ne dépend pas des efforts fournis au niveau national, mais de facteurs extérieurs à l'instar des cours de pétrole et de gaz. Toutefois, il a estimé que l'évaluation de la santé d'une économie et de sa croissance, ne devait pas se faire sur la base uniquement du calcul du Produit intérieur brut (PIB), relevant la nécessité de mettre en place une batterie d'indicateurs capables de renseigner sur la réalité de cette économie. «Les pays développés ne se réfèrent plus qu'au PIB pour évaluer leurs économies ou celles des autres, mais plutôt à une série d'indicateurs scientifiques fiables, auteur de nombreux ouvrages et contributions scientifiques dans le domaine socio-économique», a souligné Nadji Safir.

Nawel Hami

La santé mentale Thème d'une prochaine rencontre à Oran

→ La prise en charge psychiatrique des patients à pathologies lourdes dans un hôpital général sera au centre d'une journée, prévue le 2 juin au Centre hospitalo-universitaire d'Oran, ont révélé hier les organisateurs.



Cette journée autour des enjeux de la psychiatrie à l'hôpital général réunira des experts de différentes disciplines venant de plusieurs régions du pays pour débattre de la place de la psychiatrie au sein des établissements de soins généraux. La psychiatrie à l'hôpital général est un thème d'actualité et sa pratique suscite un vif intérêt. Elle engendre bon nombre d'interrogations, notamment chez les psychiatres et professionnels de la santé mentale travaillant au sein des CHU et autres établissements de soins généraux, soulignent les organisateurs. Définir les champs d'interventions communes entre la médecine générale et la psychiatrie, l'ensemble de ces démarches et pratiques est

communément appelé «psychiatrie de liaison», qui représente une discipline à part entière exigeant des compétences à la fois psychiatriques et médicales, seront les principaux sujets débattus lors de cette journée. En effet, la psychiatrie de liaison devrait intervenir simultanément avec la prise en charge

thérapeutique principalement dans la procréation médicalement assistée, la transplantation d'organes, les traitements en unité de soins intensifs, les soins palliatifs, les cancers, les tentatives de suicide, le sida, les addictions etc. La dépression de laquelle souffrent les patients, est généralement mécon-

nue ou insuffisamment diagnostiquée, a indiqué la même source.

Les objectifs de l'activité de psychiatrie de liaison s'orientent principalement vers la prise en charge de patients souffrant de troubles d'ordre psychiatrique, associés à leurs pathologies médicales ou chirurgicales. «Cette prise en compte devient essentielle quand on sait que la dépression altère la qualité de vie, engendre un handicap fonctionnel, réduit l'activité physique, entraîne l'isolement social, la négligence de soi, la mauvaise observance des traitements et l'excès de tabagisme», ont encore expliqué les organisateurs. Un riche programme de communications est prévu pour cette journée. Il traitera, entre autres, du programme national de santé mentale : place des hôpitaux généraux, l'impact de la dépression dans les pathologies cardiaques, les troubles mentaux chez les hémodialysés et le «Le rôle du psychiatre dans la prise en charge de l'obésité en chirurgie bariatrique et la prise en charge des suicidants à l'hôpital général».

Zahra Kefane

Aide alimentaire aux familles démunies Distribution des colis une semaine avant le mois de Ramadhan

→ «Des mesures ont été prises pour assurer la distribution des colis alimentaires aux familles démunies à l'occasion du mois de Ramadhan», a annoncé le ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Mounia Meslem.

Après les 8 milliards de dinars dédiés au financement de l'opération de solidarité pendant le mois du Ramadhan de cette année qui seront distribués comme aide à 1,7 million de personnes nécessiteuses, la ministre a affirmé que «le secteur de la solidarité a arrêté des mesures portant sur la mobilisation des Scouts musulmans algériens et du Croissant-Rouge algérien (CRA) pour veiller à la distribution des colis alimentaires aux familles démunies». Présentant le programme de son secteur devant les membres de la commission de la santé, la ministre de la Solidarité avait livré des explications quant au maintien de la procédure portant «couffin du Ramadan», estimant «inadapté» le recours aux chèques postaux, surtout, soutient-elle, que «la majorité de cette frange de nécessiteux ne disposent pas des moyens leur permettant de toucher cette

aide par le biais de chèque postal». En outre, les colis alimentaires, dont la distribution est prévue, à travers l'ensemble du territoire national, à une semaine du mois sacré, concernent essentiellement les denrées alimentaires. Cette mesure vise à faciliter la distribution des colis alimentaires et à atténuer la souffrance des nécessiteux destinataires de ces aides durant le mois sacré, a indiqué la ministre.

La somme englobe l'apport de plusieurs parties, notamment le ministère de la Solidarité nationale, les Collectivités locales, le Fonds de la Zakat, le CRA, en plus de la contribution des donateurs, avait-elle expliqué, précisant que l'apport du ministère de la Solidarité est de plus de 700 millions de dinars, la ministre a mis l'accent sur l'importance de la transparence dans la gestion de cette somme, afin que ces aides parviennent et dans les temps à ceux qui sont dans le besoin. «J'attends de vous et en collaboration avec les commissions de wilayas et les Assemblées locales, de prendre toutes les mesures nécessaires, de manière à ce que ces aides arrivent à ceux qui sont dans la nécessité, avant le

mois de Ramadhan», a indiqué la ministre à l'adresse des responsables centraux et régionaux du secteur.

Projet de convention pour la prise en charge des sans-abris

La première responsable du secteur a annoncé l'existence d'une convention qui sera signée prochainement par son département ministériel et le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière en vue de prendre en charge les sans-abris avant leur orientation vers les centres spécialisés. En effet, la ministre a fait savoir que «la majorité des sans-abris dans les rues sont atteints de «maladies mentales» qui nécessitent une prise en charge avant de les orienter vers les centres relevant du secteur de la solidarité nationale. Dans le cadre du renforcement des moyens du secteur et l'exploitation optimale de ses structures, 54 centres spécialisés seront transformés en centres d'accueil pour handicapés dont les autistes en vue de répondre aux demandes croissantes en matière de prise en charge de cette catégorie de la société. Par ailleurs, la ministre a fait savoir qu'il sera procédé

également à l'ouverture dès la prochaine rentrée scolaire de deux classes au niveau de tous les centres spécialisés relevant du secteur au profit des enfants autistes. En outre, Mme Meslem a souligné que «son département ministériel apportera son soutien aux associations qui réaliseront des projets dans le domaine de l'assistance à domicile pour personnes âgées», évoquant les différents plans et programmes élaborés au niveau de son secteur dans le domaine de la protection et la promotion des catégories sociales et démunies à travers des aides directes et indirectes. S'agissant des femmes violentées, Mme Meslem a annoncé l'élaboration d'un projet pour l'intensification des efforts du mouvement associatif et des parties concernées en vue d'assurer une «prise en charge globale» de cette frange de la société. Il est à noter que la ministre a annoncé l'ouverture de deux centres nationaux relevant du secteur de la solidarité nationale à Bousmaïl (Tipasa) et Mostaganem pour la prise en charge de 200 femmes victimes de violences et de deux autres centres à Anaba et Tlemcen.

Haddadi Malek

ONU

Catastrophes naturelles

Margareta Wahlstrom souligne l'importance de la coopération internationale

En marge d'une visite dans la ville de Boumerdès en compagnie du délégué national aux risques majeurs auprès du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Tahar Melizi, et une délégation de l'ONU, la représentante du secrétaire général des Nations unies, chargée de la réduction des risques des catastrophes, Margareta Wahlstrom, a indiqué que cette visite s'inscrivait dans le cadre de la poursuite de la coopération et de la coordination avec l'Algérie. En fait, Wahlstrom a affirmé vendredi l'importance de la coopération internationale pour la réduction des risques des catastrophes et la mise en œuvre de la stratégie onusienne dans ce domaine. La visite a pour objectif également d'examiner avec les autorités algériennes l'élaboration future d'un plan d'action unifié, conformément aux objectifs et résultats de la 3^e rencontre internationale sur la réduction des risques des catastrophes, a-t-elle précisé. La responsable a souligné la nécessité d'œuvrer ensemble au niveau international pour définir les perspectives de coopération sur le double plan international et local pour la réduction des risques des catastrophes. Selon Mme Wahlstrom, la stratégie internationale pour la réduction des risques des catastrophes à l'horizon 2015, vise essentiellement la coordination des efforts internationaux en matière de sensibilisation et de réduction des risques des catastrophes outre l'implication de l'élément féminin à la prise de décision dans ce domaine.

Coopération entre l'Algérie et l'ONU pour la réduction des risques des catastrophes naturelles

Pour sa part, Tahar Melizi a indiqué que la programmation de la visite dans la wilaya de Boumerdès a pour objectif de montrer l'ampleur du séisme destructeur qui a touché cette wilaya et les mesures prises par les autorités pour la prise en charge des sinistrés et la reconstruction de la ville. Le responsable a souligné l'étroite collaboration entre l'Algérie et l'ONU en matière de valorisation du plan national pour la réduction des risques des catastrophes naturelles, et ce, conformément à la stratégie onusienne dans ce domaine. Des exposés détaillés ont été présentés durant cette visite sur le séisme qui a frappé la wilaya de Boumerdès le 21 mai 2003 et les efforts consentis par l'Etat pour la prise en charge des sinistrés outre un film documentaire. A noter que Wahlstrom qui était accompagnée de la représentante de l'ONU à Alger, Mme Christina Amaral et des représentants régionaux chargés de la stratégie internationale pour la réduction des risques des catastrophes, a effectué une visite à la cité Ibn Khaldoun qui a été totalement reconstruite après le séisme.

Imane Misraoui

INFOS EXPRESS

AÏN BEIDA

Deux morts et 10 blessés dans un carambolage

La liste des accidents ne cesse de s'allonger au fil des jours dans la wilaya d'Oum El Bouaghi. En effet, un tragique accident de la circulation a eu lieu mercredi dernier (20 mai 2015) à 12h41' sur la RN-80, reliant Aïn Beida à Berriche à proximité d'une exploitation agricole dite Fares-Hanafî, située à 4 kilomètres au nord de la ville d'Aïn Beida. Selon la direction de la Protection civile, l'accident est survenu suite à un carambolage entre un camion, une camionnette et 2 véhicules de tourisme. Sur le coup, on déplore la mort d'un homme G.S., âgé de 50 ans, alors qu'un bébé M.I., âgé de 14 mois, a succombé à ses blessures juste après son admission à l'hôpital Zerdani-Salah d'Aïn Beida. L'accident a fait également 10 blessés à des degrés divers à des personnes âgées entre 2 et 50 ans qui furent évacuées vers le même établissement sanitaire par les éléments de la Protection civile en présence de la Gendarmerie nationale. Selon des sources hospitalières, 3 victimes de sexe féminin A.A., 2 ans, K.B., 23 ans, et M.Z., 45 ans, ont été transférées le jour même au CHU de Constantine vu la gravité de leurs blessures. A signaler que cet accident s'est produit après celui enregistré samedi passé (16/ mai 2015) sur le même tronçon RN-80 plus précisément à la sortie sud de la ville d'Aïn Beida (gare Oulmene) qui a fait 4 morts et 5 blessés graves. Enfin, une enquête a été aussitôt ouverte par les services compétents pour déterminer avec exactitude les circonstances de ce drame.

A. Remache

AÏN TAGOURAIT (TIPASA)

Un chien enragé mord un enfant de trois ans

Selon M. Amine, le père de cet enfant âgé de trois ans, c'est vers 19 heures, lorsque le petit qui jouait avec d'autres enfants du quartier, du voisinage immédiat de l'habitation des parents, sis à la périphérie ouest de la ville de Aïn Tagourait, que l'accident est survenu. M. Amine nous a dit qu'un chien errant, à la gueule baveuse, « plongea sur mon enfant et le mordit au bas de la jambe. Aux cris de mon enfant, j'ai plongé dans mon véhicule et suivi le chien en emmenant mon fils vers les urgences. J'ai réussi à rattraper le chien, qui sauta sur moi et m'agressa, mais je pus l'assommer avec une pelle que je portais sur moi pour la circonstance. Les témoins m'ont persuadé d'emmener d'abord mon enfant vers l'hôpital de Tipasa. C'est ce que j'ai fait ». M. Amine nous indiqua que ni l'APC ni la sécurité n'ont pris les mesures conservatoires, ou préventives et « soumettre la tête du chien enragé aux analyses, selon la procédure en vigueur. » Notre interlocuteur précisa par ailleurs que c'est vers minuit qu'une personne, « un voisin qui élève des chiens a réussi à abattre cette bête. » M. Amine dit qu'il est inquiet de savoir, si d'autres personnes ont été victimes de ce chien enragé.

Cependant il y a lieu de constater que les chiens errants circulent librement dans toutes les communes de la wilaya. Il est temps que les pouvoirs publics prennent des décisions pour éradiquer ce fléau qui a tendance à persister.

Mohamed El-Ouahed

Le directeur de l'éducation de Bouira

«Tout est fin prêt pour les examens des trois paliers»

→ Lors d'un point de presse tenu au niveau du siège de l'académie, le directeur de l'éducation de la wilaya de Bouira a fait état du nombre de candidats attendus aux examens des trois paliers, qui s'élève cette année à 41 239.

Ce dernier a tenu à rassurer les candidats au même titre que leurs parents, que tout se fait de manière à ce que les examens de fin de cycle scolaire se déroulent dans de bonnes conditions, que ce soit dans le transport et la restauration qui seront gratuits, etc. Ainsi, pour l'examen de la 5^e, prévu le 2 juin prochain, 11 686 candidats sont attendus pour leur premier examen scolaire, qui seront répartis sur les 60 centres d'examen mis en évidence pour la conjoncture. 1 389 enseignants assureront la surveillance. Pour ce qui est du BEM, qui aura lieu du 14 au 16 juin, 11 011 candidats sont concernés, parmi lesquels figurent 56 candidats qui examineront au niveau du centre de ré-



éducation de Bouira. Alors que seulement 3 166 candidats sont concernés par le Tamazight. Par ailleurs, pour ce qui est du Baccalauréat, prévu du 7 au 11 juin, ils seront 18 542 candidats cette année, dont 4 580 libres et 29 qui examineront au niveau du centre de rééducation de Bouira. 3 603 enseignants et 113 surveillants sont mobilisés pour la surveillance, alors que 1 133 candidats sont concernés par l'examen de Tamazight.

Yanis A.

LA CHRONIQUE DE

Chérif Abdedaïm

Les dindons de la farce (I)

La crise des réfugiés en Europe n'est que la nouvelle facture américaine héritée du dernier conflit mondial – une facture déposée pour paiement à la porte des alliés européens. Il ne fait aucun doute que les années de guerres menées sous le commandement des États-Unis en Asie centrale, dans tout le Moyen-Orient et en Afrique du Nord sont la cause principale des masses de migrants qui s'efforcent de rejoindre l'Union européenne, tandis qu'ils cherchent à échapper aux conflits qui font rage et à la misère. Les nationalités des réfugiés suivent la piste des pays que l'Amérique a pulvérisés ces dix dernières années. Pour ce qui est de l'Europe, elle colle comme une ventouse au bellicisme de Washington. La situation de l'Europe ne se manifeste pas seulement dans la montée de la crise des réfugiés à laquelle est confrontée l'Union européenne. On perçoit les mêmes répercussions disproportionnées – l'Europe paie pendant que les États-Unis tuent – par rapport au conflit en Ukraine et à la confrontation de plus en plus périlleuse avec la Russie. Comme avec le désastre croissant des réfugiés, dans le conflit en Ukraine et l'impasse dangereuse avec la Russie, c'est principalement l'Europe qui subit les multiples problèmes provoqués en grande partie par la politique de Washington.

On estime que rien que les agriculteurs allemands ont perdu 600 millions d'euros en exportations vers la Russie en raison des sanctions et des contre-sanctions prises à cause de la crise ukrainienne. Les répercussions économiques totales dans l'UE, dues à l'impasse débilante avec la Russie, sont encore plus nombreuses. La bureaucratie de Bruxelles et certains dirigeants européens laquais des États-Unis ont en effet signé les sanctions commerciales contre la Russie. Mais il faut dire que la politique des sanctions hostiles à Moscou depuis la prétendue annexion de la Crimée en mars 2014 a été lancée et poussée en grande partie par Washington. Les Européens, un peu pathétiques, se sont laissés amener à adopter la politique dirigée par Washington, avec beaucoup de torsions de bras de la part de l'administration Obama. En d'autres termes, c'est très bon pour Washington de se lancer dans des hostilités avec la Russie parce que du point de vue cynique de Washington, ce n'est pas lui qui paie la facture économique et sociale de la confrontation. Au contraire, ce sont les alliés européens qui paient les pots cassés, pour ainsi dire. Comme les Américains arrogants doivent rire de bon cœur aussi !

(à suivre)
C. A.

Foire d'Alger : 600 entreprises algériennes et près de 750 exposants étrangers présents



La 48^e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA) se tiendra du 27 mai au 1^{er} juin, au Palais des expositions (Pins maritimes), avec la participation de plus de 600 sociétés algériennes et de près de 750 exposants étrangers représentant 30 pays, a indiqué jeudi le ministre du Commerce, Amara Benyounes.

(Photo > D. R.)

14 passagers blessés suite au renversement d'un bus à Annaba



Quatorze (14) passagers ont été blessés dans la nuit de mercredi à jeudi à la suite du renversement de l'autocar qui assurait la desserte de la ligne Annaba-Alger, a indiqué jeudi la protection civile.

(Photo > D. R.)

Les services de la sûreté d'Alger traitent plusieurs affaires en une semaine



Les services opérationnels de la Sûreté d'Alger ont traité plusieurs affaires liées à la drogue et à une tentative d'homicide volontaire et procédé à l'arrestation de huit personnes qui ont été présentées à la justice, a-t-on appris mercredi auprès de la Sûreté de la wilaya d'Alger.

(Photo > D. R.)

La dépréciation du dinar engendrée par la baisse des prix du pétrole



La dépréciation de la monnaie nationale, depuis ces derniers mois, est due essentiellement à la baisse des prix du pétrole, a indiqué à l'APS un responsable auprès de la Banque d'Algérie, rappelant que le taux de change du dinar est soumis exclusivement au régime flottant dirigé.

(Photo > D. R.)

Ghaza

Même sous blocus, elle développe des applications... pour le monde entier

→ Ils sont des dizaines, les yeux rivés sur leurs écrans, à pianoter, cliquer, coder : ici, partent et arrivent des informations des quatre coins du globe.

Rien d'inhabituel pour des informaticiens, mais ceux-là travaillent dans la bande de Ghaza, totalement coupée du monde. «Ici, on ouvre une brèche dans le blocus et on montre que les Ghazaouis sont capables de réaliser de grandes choses», affirme, enthousiaste, Saady Lozon, 33 ans et co-fondateur de Unit One, petite entreprise ghazaouie qui commence à devenir grande. En 2005, il lançait avec un autre ingénieur informatique «une petite start-up, coincée dans une salle minuscule» de la bande de Ghaza, où comme dans l'ensemble des territoires occupés, il n'existe pas de réseau 3G palestinien. Dix ans plus tard, ils emploient près d'une centaine de personnes, en majorité des jeunes femmes, et ont décroché des contrats pour développer des programmes informatiques et des applications pour smartphones dans le Golfe et en Europe.

«Du commerce, pas d'aides»

«À Ghaza, on n'a ni pétrole ni gaz, mais on a des ressources humaines: plein de jeunes qui attendent seulement qu'on leur offre une opportunité», assure Saady en déambulant au milieu de rangées de jeunes femmes qui entrent des données dans leurs ordinateurs. Recruter des femmes, c'est «une responsabilité sociale», assure l'entrepreneur au look décontracté. Et le prochain objectif qu'il s'est fixé, c'est engager des personnes handicapées. Avec les trois offensives israéliennes à Ghaza ces six dernières années, des centaines de Palestiniens ont en effet été blessés et amputés. Mais, insiste Saady, «Ghaza, ce n'est pas que la guerre, le sang, les bombes. Les Ghazaouis veulent faire du commerce, pas recevoir d'aides humanitaires». La preuve, dit-il, quand il a lancé un appel à candidatures pour dix postes, il y a eu «400 postulantes». Aujourd'hui encore, une



■ Ghaza dévastée. (Photo > D. R.)

jeune femme pousse la porte de son entreprise sur les conseils de son université. A 21 ans, Sadyne al-Ayoubi doit décrocher dans quelques mois son diplôme mais elle préfère prendre les devants pour échapper au chômage qui touche plus de deux tiers des jeunes Ghazaouis. «La plupart des jeunes sont diplômés mais ne trouvent jamais de travail», dit cette Palestinienne apprêtée, smartphone recouvert d'une coque en strass à la main. Pour Lina, 23 ans dont trois chez Unit One, la faute en revient à «la situation politique et économique», en référence au blocus israélien et aux guerres à répétition dans l'enclave aux mains du mouvement islamiste Hamas. Car la dernière offensive israélienne, l'été dernier, a achevé de

mettre à genoux l'économie ghazaouie, la plus instable du monde selon la Banque mondiale, en recul de 15% en 2014. Près de 130 entreprises et ateliers ont notamment été rasés, selon la Fédération palestinienne de l'industrie.

Sortir grâce à Internet

Pour Chorouq al-Moughrabi, une jeune collègue de Lina, c'est difficile «sur-tout pour les filles» car «tous les métiers ne sont pas convenables pour les filles dans notre société», où les femmes ne représentent que 20% de la population active. Dans la pièce d'à côté, Mohammed el-Banna, 27 ans, développe des programmes informatiques. Coincé dans l'enclave comme 1,8 million d'autres Palestiniens –bloqué au nord par le check-point des Israéli-

liens et au sud par la frontière égyptienne fermée par Le Caire–, il s'est tourné vers internet car «c'est le seul canal que les juifs ne peuvent pas nous couper». A Unit One, si le contact avec l'extérieur n'a jamais été coupé, l'électricité en revanche c'est tous les jours, pour de longues heures. Il a donc fallu investir dans un solide équipement en batteries et en générateurs pour gérer à temps les commandes. «Même pendant la guerre, on a continué à travailler certains jours», affirme Saady. C'est sa façon à lui de rassurer des clients «parfois réticents à l'idée de signer des contrats avec une entreprise dans un territoire en guerre». Des clients qu'il n'a pour beaucoup jamais pu rencontrer ou qu'il a vu parfois seulement sur Skype.

Mohamed El-Ouahed

Arabie Saoudite : un attentat suicide dans une mosquée fait plusieurs morts

La région d'al-Qatif, à l'est de l'Arabie Saoudite, a été frappée de plein fouet par le terrorisme ce vendredi. Une explosion s'est produite à l'heure de la prière dans une mosquée chiite de l'est du royaume, a annoncé le ministère saoudien de l'Intérieur. Selon la chaîne satellitaire iranienne Al-Alam, on dénombre plus de 13 martyrs dans un bilan provisoire. L'attentat a secoué une mosquée de la localité de Koudeih, province du Qatif, a indiqué le porte-parole du ministère saoudien de l'Intérieur, qui na pas fait état de victimes. Selon la chaîne satellitaire iranienne Al-Alam, citant une source saoudienne, un suicidaire, armé d'une ceinture d'explosifs, a pénétré à l'intérieur de la mosquée où il s'est fait exploser provoquant plusieurs morts et de nombreux blessés. Des sites d'information de l'est de l'Arabie Saoudite ont publié des photos de corps de victimes baignant dans leur sang. Le porte-parole du

ministère de l'Intérieur, cité par l'agence officielle SPA, a ajouté qu'une enquête avait été ouverte après l'explosion et promis de donner ultérieurement plus de détails. Selon le militant chiite, l'hôpital de Qatif a lancé des appels à des dons de sang. L'établissement a également rappelé des membres du personnel qui étaient de repos, laissant supposer un nombre plus important de morts et de blessés. La localité de Koudeih est située au nord de la ville de Qatif, au cœur de la province orientale où se concentre la minorité chiite. Des images diffusées peu après sur les réseaux sociaux montrent des victimes ensanglantées quittant les lieux sur des brancards. L'Arabie Saoudite est actuellement à la tête d'une coalition des monarchies du Golfe qui mène depuis près de deux mois des attaques contre les rebelles chiites au Yémen.

M. E.-O.

Conférence du TNP

Les Etats-Unis s'opposent à la dénucléarisation du Proche-Orient

→ Selon l'AFM, une réunion des pays signataires du Traité de non prolifération nucléaire (TNP) s'est terminée vendredi sur un échec, les Etats-Unis et leurs alliés rejetant une initiative arabe sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Proche-Orient. Après presque quatre semaines de tractations, Washington, Londres et Ottawa ont indiqué qu'ils s'opposaient à une partie du projet de document final. Celui-ci fixait au 1^{er} mars 2016 la date limite pour convoquer une conférence sur la création de cette zone et chargeait le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon de faire progresser cette initiative lancée en 1995. Israël, qui n'a pas signé le TNP mais assistait à la conférence en observateur pour la première fois depuis 20 ans, refuse de se voir dicter la date ou l'ordre du jour d'une telle conférence et rejette la tutelle de l'ONU. «Il n'y a pas d'accord sur ce document», a déclaré le sous-secrétaire américaine au désarmement et à la sécurité internationale Rose E. Gottemoeller. Critiquant «une date limite arbitraire», elle a affirmé que le projet «était incompatible avec la politique suivie de longue date» par Washington et ne recueillait pas «l'assentiment de toutes les parties concernées», une allusion transparente à Israël. Les Etats-Unis avaient dépêché un émissaire en Israël cette semaine pour tenter de trouver un compromis. Mme Gottemoeller a blâmé les pays arabes, en particulier l'Egypte, qui ont insisté

selon elle de manière «irréaliste» pour faire avancer la création de cette zone. Les Etats-Unis, a-t-elle affirmé, considèrent qu'il vaut mieux «pas de document final plutôt qu'un mauvais document». L'ambassadeur britannique pour le désarmement Matthew Roland s'est déclaré «déçu de n'avoir pu établir un terrain d'entente sur le Proche-Orient». «Cette question, et cette question seule, a été le point d'achoppement pour nous», a-t-il expliqué. Il a fait valoir que cet échec «ne nuirait en aucune manière au traité ou au respect de ses dispositions». Le TNP, entré en vigueur en 1970, regroupe 190 pays ou entités et une conférence de suivi se tient tous les cinq ans. En 1995 et 2000 notamment, les délégués s'étaient déjà séparés sans accord sur un texte final. En 2010, la déclaration finale de la conférence de suivi prévoyait qu'une réunion devait se tenir à Helsinki en 2012 pour parler du projet de zone dénucléarisée au Proche-Orient. Mais elle n'a jamais pu avoir lieu, en raison notamment des réticences d'Israël. L'entité sioniste, crédité de quelque 200 ogives par des experts, n'a jamais reconnu officiellement disposer de la bombe.

Le chef de la délégation égyptienne, l'ambassadeur Hesham Badr, s'est déclaré «extrêmement déçu».

«Après de grandes attentes, nous sommes empêchés de renforcer le TNP par trois délégations», a-t-il déploré.

M. E.-O.

Golfe Persique

L'Iran menace de tirer 80 000 missiles contre Israël

→ Cette menace fait suite aux récents propos du ministre israélien de la Guerre selon lesquels Tel Aviv pourrait utiliser des armes nucléaires contre Téhéran en cas d'agression. L'Iran tirera plus de 80 000 missiles contre Tel Aviv et Haïfa en cas d'agression israélienne, a rapporté la chaîne de télévision iranienne Irib citant le général iranien Yahya Rahim Safavi. «Si l'Iran est la cible d'une attaque, il rasera Tel Aviv et Haïfa. L'Iran et le Hezbollah sont assez puissants pour réagir d'une manière adéquate à l'agression sioniste (...). Le Hezbollah dispose de 80 000 missiles qu'il peut utiliser», a dit le général Safavi. Le général iranien a fait cette déclaration en réaction aux propos émis par le ministre israélien de la Guerre, Moshe Yaalon, à Jérusalem le 5 mai dernier. A la question de sa-

voir si les pays démocratiques pouvaient lutter contre les menaces émanant notamment de l'Iran, le ministre a déclaré qu'«Israël» pouvait envisager «certaines mesures» pour garantir sa sécurité.

A titre d'exemple, Moshe Yaalon a rappelé que le président américain Harry Truman avait préféré de bombarder Hiroshima et Nagasaki au lieu de mener une longue guerre contre le Japon. Téhéran a déjà réagi aux propos de M. Yaalon. L'ambassadeur iranien à l'ONU, Gholam Ali Khoshrou a envoyé une lettre au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon et au Conseil de sécurité des Nations unies appelant à condamner la déclaration du ministre israélien que l'Iran considère comme une menace pour la paix et les populations civiles.

Mohamed E.-O.

L'Occident complètement à l'ouest Comment Hong Kong est devenu le New York du XXI^e siècle

→ L'année 2008 se révèle celle d'une rupture historique, dont nous n'avons pas encore saisi toute l'ampleur, illustrée par l'accélération du retour de la Chine face à l'Occident et l'avènement d'un nouveau monde multipolaire.

Il est de bon ton aujourd'hui de souligner l'incompétence des responsables politiques français, mais nous avons vu que Hong Kong était loin de briller dans ce domaine. La différence pour un entrepreneur hongkongais vient de ce qu'il peut y financer ses projets, ce qui fait aujourd'hui cruellement défaut en Europe. La carence européenne en business angels est, certes, connue de longue date, mais la crise de 2008 se manifeste par la disparition de financements bancaires disponibles pour les entrepreneurs. Et ce malgré les publicités mensongères des principaux établissements. En Europe, entre 2008 et 2013, les prêts bancaires aux PME ont chuté de plus de 35% ! La faute à l'insuffisance de recapitalisation du système bancaire européen, comparée à la situation américaine, et à l'extrême rerégulation du secteur. Difficile de trouver contraste plus fort que celui entre l'industrie bancaire des années 2000, dont la dérégulation avait permis tous les excès, et celle des années 2010, où l'extrême rerégulation empêche toute prise de risques. La seule activité qui embauche dans les banques depuis 2008, et à tour de bras – à dé-



■ Le nouveau monde ! (Photo > D. R.)

faut de têtes ! –, est le département « compliance », gendarmes qui désormais imprègnent la culture de toute l'organisation. Même le très conservateur président du groupe HSBC, l'Écossais Douglas Flint, reconnaissait publiquement, lors de l'annonce de ses résultats annuels, que le fléau de la balance était passé d'un extrême à l'autre. Il faut dire que son établissement est contraint depuis plusieurs années par la justice américaine de défrayer à temps plein plusieurs centaines d'avocats américains extérieurs à la banque. Ils ont le droit de débarquer à tout moment dans n'importe quelle agence HSBC dans le monde pour jouer les Eliot Ness et vérifier que la banque agit bien en règle avec les standards d'éthique américains, qui, on le

sait depuis l'affaire Madoff, sont la référence mondiale... J'ai pu moi-même constater les dégâts infligés aux vrais entrepreneurs lorsqu'une des sociétés françaises dans lesquelles j'ai investi lors de sa création s'est récemment lancée dans une opération de croissance externe très prometteuse. Sur un financement de plusieurs millions d'euros, la moitié a été apportée par les actionnaires, le quart par la Banque publique d'investissement, séduite à juste titre par la qualité du dossier et agissant en grand professionnel depuis que le spectre de Ségolène Royal s'en est éloigné. Restait donc le dernier quart à trouver auprès de notre banquier commercial, « fidèle partenaire »

depuis quinze ans, au sein d'une des plus grandes banques françaises. Malheureusement, « le comité de crédit n'aime pas [notre] acquisition », alors que notre dossier remplit toutes les conditions financières préalablement exigées. « Il vous est impossible de leur parler, ils ne doivent pas rentrer en relation avec le client »... J'ai donc suggéré à notre contact de rebaptiser son département pompeusement appelé « Maison des entrepreneurs » en « Comité central du crédit stalinien », et ce que je crois être une pépite d'ingéniosité française est désormais financée par une banque étrangère qui, elle, a su voir tout l'intérêt de l'opération.

R. E.

Energie

EDF fait une offre de 2 milliards d'euros sur les réacteurs d'Areva

Selon les Echos, l'électricien a présenté vendredi une offre portant sur trois activités d'Areva NP, employant 15 000 salariés, mais excluant certains projets risqués, dans le cadre du rapprochement entre les deux groupes. Le président d'EDF Jean Bernard Levy, a transmis ce vendredi aux dirigeants d'Areva, Philippe Varin et Philippe Knoche, une proposition de plus de 2 milliards d'euros pour la reprise de l'activité réacteurs du groupe nucléaire, selon les Echos. Plus précisément, "la valorisation est calculée sur la base d'un multiple de 7,5 fois l'Ebitda (excédent brut d'exploitation) des activités reprises, recalculé en fonction du périmètre concerné et des restructurations qui auront été effectuées", écrit le journal. Cette "offre indicative" doit être "suivie par une période de diligences avant d'être ajustée pour devenir une offre ferme, éventuelle-

ment assortie de conditions suspensives", indique une source proche du dossier, qui précise que cette offre "couvre environ un tiers des besoins en financement d'Areva, estimés autour de 7 milliards d'euros. Le périmètre de l'offre comprend les activités de services à la base installée, d'assemblage de combustible, et de fabrication d'équipements, qui emploient 15 000 salariés et sont maîtrisés par l'électricien. Ces activités "seraient logées dans une structure autonome, dotée de dirigeants expérimentés, qui serait détenue majoritairement par EDF et pour le solde par des partenaires extérieurs". L'offre d'EDF inclut aussi les activités d'ingénierie, de conception des réacteurs, qui seraient quant à elles absorbées par EDF. ■

Voir sur Internet
www.lnr-dz.com

Info express

Russie : le FMI prévoit un retour de la croissance en 2016

Le gouvernement brésilien a annoncé vendredi, sans surprise, une coupe budgétaire de 20 milliards d'euros dans les dépenses de cette année et qu'il prévoyait maintenant un recul de 1,2% du PIB.

"Pour que l'économie se reprenne, pour que la croissance reparte, il faut faire un effort d'équilibre budgétaire. Il a été nécessaire de bloquer 69,9 milliards de reais (20 mds d'euros) pour atteindre l'objectif d'excédent primaire fixé par le gouvernement fédéral cette année", a déclaré le ministre de la Planification, Nelson Barbosa, à Brasilia. Il s'agit de la plus grande coupe budgétaire réalisée par les gouvernements du Parti des Travailleurs (PT gauche, au pouvoir) depuis 2003, début du premier mandat du président Luiz Inacio Lula da Silva.

La coupe budgétaire faite par Brasilia "prouve le courage politique et la détermination pour obtenir des résultats en accord avec les objectifs fixés", avait déclaré dans la matinée la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, en visite à Rio, dans l'attente de l'annonce. Joaquim Levy, le nouveau ministre de l'Economie nommé fin novembre a fixé l'excédent budgétaire à 1,2% du PIB, une économie qui équivaut à plus de 66 milliards de reais (19,4 milliards d'euros). En 2016 et 2017 l'excédent sera d'au moins 2% du PIB. M. Barbosa a également prévu une contraction de 1,2% du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2015, et si confirmé, il s'agira du pire résultat des 25 dernières années, souligne la presse vendredi. Il table toutefois sur une légère reprise vers la fin de l'année. Jusqu'à présent, le gouvernement tablait sur un recul du PIB de 0,9% pour cette année mais le FMI avait déjà prévu un recul supérieur, de 1%. ■

Etats-Unis

Le Sénat autorise Obama à accélérer les négociations pour un traité transpacifique

→ Le Sénat des Etats-Unis a autorisé vendredi soir le président Barack Obama à négocier l'accord de libre-échange transpacifique sous le régime du "fast-track", une disposition qui permet d'accélérer les négociations. Il appartient à présent à la Chambre des représentants d'accorder ou non au président ce mandat pour la promotion du commerce (TPA). Dans le cadre de cette procédure, Obama peut négocier un accord commercial que le Congrès pourra par la suite approuver ou rejeter, mais pas amender. Les Etats-Unis de plus en plus tournés vers l'Asie Le président a besoin de cette

autorité de négociation "fast-track" pour boucler d'ici la fin de l'année l'Accord de Partenariat transpacifique (TPP), un accord commercial liant douze pays, du Japon au Chili, représentant 40% de la richesse mondiale. Cet accord doit aussi traduire dans les faits la réorientation géopolitique vers l'Asie des Etats-Unis. "Le vote bipartisan de ce jour au Sénat est un pas important pour permettre aux Etats-Unis de pouvoir négocier et mettre en oeuvre des accords de commerce forts et de haute qualité", s'est félicité Obama dans un communiqué diffusé aussitôt connu le résultat du vote.

INFOS EXPRESS

TIPASA

Le complexe papetier Tonic mise sur la récupération des déchets

Lors d'un point de presse organisé récemment par l'entreprise TONIC, le complexe papetier algérien, M. S. GORA, le responsable de la communication de cette société, a révélé que la récupération des déchets de papier et de cartons représente un taux annuel important, fournis par 350 jeunes récupérateurs et fournisseurs, dont la plupart sont issus des dispositifs ANSEJ, CNAC et ANGEM. Selon l'orateur, le secteur de la récupération de l'Entreprise Tonic dispose d'une unité ayant une capacité d'approvisionnement de 100 000 tonnes par an. Le traitement des déchets de papier récupéré est dédié à la fabrication de papier blanc, au papier journal, au carton, à la cartonnnette, au papier kraft et au papier d'archive.

Lors de son allocution, le PDG de TONIC a révélé par ailleurs que les 650 000 tonnes de papier de récupération couvrent plus de 15% des besoins. La récupération permet selon l'orateur de faire des économies appréciables, tout en réduisant la facture des importations.

Mohamed El-Ouahed

Tissemsilt

Des journées d'étude sur le patrimoine culturel de la région de l'Ouarsenis

→ La direction de la maison de la culture Mouloud-Kacem-Nait Belkacem de Tissemsilt a organisé des journées d'étude sur « le patrimoine culturel du territoire de la région de l'Ouarsenis ».

Des conférences et tables rondes ont été animées par une vingtaine de docteurs et professeurs éminents des universités, ainsi que des experts dans le domaine de l'histoire. Par ailleurs, des thèmes ont été présentés lors de ces journées (historique de l'Ouarsenis, les savants de l'Ouarsenis, le patrimoine de l'Ouarsenis). Cette manifestation, la première du genre dans l'Ouarsenis, a été un apport considérable pour la région de l'Ouarsenis. Docteur Ghannem Handjar (université de Tiaret), a animé une conférence sur « La corrélation existentielle entre le patrimoine territorial ». Deuxième intervention du Docteur Dhahbia Mahmoudi (Association d'archéologie de la wilaya de Bouira), sur « le rôle des associations dans la protection du patrimoine culturel ». La troisième conférence du Docteur Bellil, sur « Les opérations militaires dans la zone de l'Ouarsenis durant février/juillet 1959, dans le cadre du plan Challe ». La quatrième intervention a été donnée par le professeur Anane Ameur, sur « les activités de l'ALN contre les forces coloniales dans la région de Tissemsilt



entre 1957/1960, suite à la lecture des rapports de la Gendarmerie française ». La cinquième conférence a été donnée par le Docteur Abdelhak Charef, sur « les médias et publications sélectionnées à partir des livres de biographies ». La sixième intervention a été donnée par le professeur Sofiane Boudraâ, sur « les études comparatives entre les musées nationaux de l'Algérie et les musées internationaux ». La septième intervention a été donnée par le professeur Mahfoud Khaled, sur « la position de la population de l'Ouarsenis et le déséquilibre des Romains ». Un certain nombre d'autres interventions ont été données à l'occasion de ces journées d'étude. Par ailleurs, d'autres conférences et interventions ont été au menu de ces journées par des docteurs, professeurs et chercheurs. Ces journées d'étude ont été organisées à l'initiative de la direction de la maison de la Culture « Mouloud Kacem Nait Belkacem » de Tissemsilt dans le cadre de la cé-

lébration du Mois du Patrimoine. Ces rencontres ont été animées par des spécialistes, plusieurs axes relatifs notam-

ment à l'histoire de l'Ouarsenis et à ses sites et monuments ont été au menu. Le patrimoine matériel et immatériel n'a pas été en reste de la révolution technologique qui a gagné tous les secteurs, sans exception, y compris le monde de la culture lequel s'est inscrit dans cette démarche pour pérenniser le savoir et le savoir-faire culturels et historiques sur l'identité nationale de l'Ouarsenis, le patrimoine culturel du territoire de l'Ouarsenis et la mémoire contre l'oubli, a indiqué le directeur de la maison de la Culture « Mouloud Kacem Nait Belkacem », M. Benali Amcha.

Abdenour

Journée nationale de l'étudiant « Avec un diplôme en plus, nous ne ferons pas de meilleurs cadavres »

→ La direction du DOU de Tissemsilt a mis en place un programme conséquent comportant des activités diverses dans les domaines culturel, sportif et scientifique afin de créer un climat de convivialité et de chaleur au sein de l'université et des cités universitaires. Grâce à ces activités, le DOU participe à la découverte de talents parmi les étudiants et les aide à parfaire leurs capacités pour en faire profiter la nation entière. Le DOU participe aussi, au sein des cités universitaires, à la commémoration de divers événements nationaux ou religieux, comme la commémoration des journées du 18 février, du 11 décembre, 8 mars, 16 avril, 1er et 8 mai, en plus du 19 mai qui est la Journée nationale de l'étudiant. Ce jour du 19 Mai (Journée de l'étudiant) a été célébré à travers le pays. C'est le 59^e anniversaire de la grève des étudiants, à laquelle a appelé, le 19 mai 1956, l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA), pour renforcer la lutte armée par le Front de Libération Nationale (FLN) et l'Armée de Libération Nationale (ALN) contre l'occupant français. Aussi, à partir de cette date, des étudiants algériens en grand nombre, ont abandonné les bancs de l'université et les lycées pour rejoindre le maquis et grossir les rangs de l'Armée de Libération Nationale (ALN), et ce, faut-il rappeler, à l'appel de l'UGEMA. Cette Journée nationale de l'étudiant a été célébrée dans le recueillement et le devoir de mémoire dans la capitale de l'Ouarsenis en pré-

sence des autorités civiles et militaires, des représentants du mouvement étudiant, des organisations et du mouvement citoyen. Lors de cette journée historique, le Professeur Mohamed Deroui, directeur des œuvres universitaires de Tissemsilt, est intervenu lors de cette commémoration historique ayant pour thème « le 19 Mai et le rôle qu'a joué l'étudiant dans la guerre de Libération » et même une conférence a eu lieu lors de cette célébration donnée par M. Ziane Mekki, chercheur en histoire. M. Mohamed Deroui a affirmé que les étudiants d'aujourd'hui « doivent suivre l'exemple de leurs aînés en matière de combat et d'attachement aux valeurs nationales et relever les défis de la mondialisation ». La date du 19 Mai constitue une des « pages glorieuses » de la Révolution nationale quand les étudiants ont déserté les bancs de l'université pour rejoindre les maquis, convaincus que « l'avenir et la dignité du pays sont tributaires de l'indépendance », souligne un autre intervenant. Cette importante journée a été achevée par la remise de cadeaux aux présents. Par ailleurs, la direction du DOU prépare aussi les équipes et les étudiants qui représenteront le Centre universitaire de Tissemsilt aux diverses activités nationales, qu'elles soient culturelles, sportives ou autres.

Abdenour

Voir sur Internet
www.lnr-dz.com

Arrestation de cinq personnes dont trois Syriens Chlef : démantèlement d'un réseau de bijoutiers clandestins

→ Cinq bijoutiers clandestins ont été arrêtés, cette semaine, par les éléments de la gendarmerie de Chlef, pour un vaste trafic d'or, après leur mise en examen pour « fabrication et commercialisation clandestine de bijoux ».

Les enquêteurs ont remonté la piste après l'arrestation d'un trafiquant algérien qui avait sévi à Chlef et Alger. Exploitant des informations sûres, les éléments de la Gendarmerie nationale relevant de la brigade de Chlef ont arrêté l'accusé principal à bord d'une Renault Clio en compagnie de son aco-

lyte, de nationalité syrienne. La fouille de la voiture a permis de saisir 2 236 g d'or ainsi que 1,9 kg de bijoux en argent. L'enquête et l'audition des accusés arrêtés ont conduit les gendarmes à une villa, sise à Baba H'sen à Alger, à deux étages qui servait d'ateliers pour la bande. En perquisi-

tion, les gendarmes ont arrêté trois autres trafiquants de bijoux et ont également saisi plus de 2 100 g de bijoux en or fabriqués en Syrie et en Turquie, ainsi que 25 autres pièces d'or fabriquées en Algérie. Suite aux aveux avancés par les mis en cause, ces derniers ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Chlef. Un seul accusé a été mis en détention préventive en vertu d'une procédure judiciaire par les autorités compétentes

tandis que les quatre autres accusés présumés ont été mis sous contrôle judiciaire et comparaitront en citation directe. Il est à préciser aussi que la quantité d'or saisie a été transférée manu militari au laboratoire scientifique de Bouchaoui pour une expertise. Les investigations de la Gendarmerie nationale vont désormais se concentrer sur les bijouteries des trafiquants receleurs présumés.

Zakarya M.

BRÈVE

Tlemcen Trois Subsahariens condamnés à la perpétuité pour meurtre

La cour criminelle de Tlemcen a condamné à la perpétuité trois subsahariens pour meurtre commis contre l'un de leurs amis. La genèse de l'affaire remonte au 6 octobre 2014 lorsque les mis en cause ont procédé à l'enlèvement de la victime après avoir surveillé les alentours au niveau de Oued Gorjy à Maghnia, fief

des Africains clandestins refoulés du Maroc. A l'origine, le refus de ce dernier de faire partie du « royaume politique créé en terre algérienne », une situation ayant obligé, selon eux, les « gouverneurs africains » à l'exécution de l'acte criminel commis dans la barbarie. Les mis en cause, deux de nationalité malienne et le troisième de nationalité camerounaise, ont reconnu leur acte inhumain pour avoir fait fondre du plastique qu'ils ont déversé sur le corps de la victime jusqu'au dernier souffle.

Mohamed Hichem

régions

Raccordement au gaz naturel à Tizi Ouzou

La couverture financière nécessaire pour les programmes en cours et à lancer disponible



→ La wilaya de Tizi Ouzou dispose de la couverture financière nécessaire pour les projets de raccordement au gaz naturel, tous programmes confondus, en cours de réalisation et à lancer, a assuré, avant-hier jeudi, le wali, Abdelkader Bouazghi.

« Après avoir apuré les situations financières des entreprises en charge de la réalisation des différents programmes de raccordement au gaz naturel, avec le concours du ministère de l'Energie, la wilaya dispose, désormais, du budget nécessaire pour la réalisation de l'ensemble des programmes en cours et à lancer », a affirmé M. Bouazghi. S'exprimant lors d'un conseil de wilaya consacré à l'examen de l'état d'exécution des programmes de raccordement des villages au gaz naturel, le premier magistrat de la wilaya a demandé aux entreprises réalisatrices d'accélérer la cadence des travaux, notamment en cette période propice de l'année, principalement celles (entreprises, ndlr) en charge de la réalisation en cours des 113 000 branchements qui viendront s'ajouter aux 182 000 foyers déjà raccordés à l'échelle de la wilaya. « A la réception des projets, tous programmes confondus, inscrits à l'indicatif de la wilaya, le taux de pénétration ou de raccordement, actuellement de 62 %, atteindra 93 % et placera la wilaya parmi les premières à l'échelle nationale », a-t-il indiqué. Insistant sur la nécessité de livrer, d'ici la fin de l'année en cours, l'ensemble des projets en cours de réalisation et à lancer, M. Bouazghi a demandé aux autorités locales d'assister et d'accompagner les entreprises réalisatrices, principalement celles confrontées aux oppositions citoyennes à l'origine des retards dans la livraison desdits projets de raccordement au gaz naturel. A cet effet, le premier magistrat de la wilaya a instruit le premier responsable du secteur de passer en revue l'ensemble des programmes, pour chaque daïra et chaque commune, ainsi que les chefs de daïra de programmer, dès le début de la semaine en cours, des réunions des comités techniques de daïra consacrées au gaz afin d'examiner les contraintes recensées et

d'avancer dans la réalisation en vue d'atteindre l'objectif escompté qui est de mettre en service l'ensemble du programme avant la fin de l'année en cours. Tout en demandant aux entreprises en charge de la réalisation desdits projets de raccordement au gaz naturel, de s'engager, séance tenante, sur les délais de livraison, M. Bouazghi a « exigé » des chefs de daïra et des P/APC leur implication pour le suivi, sur le terrain, des travaux et leur assistance et accompagnement effectifs des entreprises s'agissant notamment de la prise en charge des préoccupations. S'agissant de la remise en état des lieux par les entreprises réalisatrices, une préoccupation soulevée par les P/APC, le wali a indiqué que la Sonelgaz sera à cet effet instruite pour exiger le quitus des P/APC avant le règlement des situations financières des entreprises réalisatrices, pour les contraindre à procéder à la remise en état des lieux à la livraison des projets. « Une séance de travail sera programmée très prochainement pour justement examiner cette situation », a-t-il annoncé. M. Bouazghi, a, par ailleurs, fait cas de l'installation, au niveau de

la Sonelgaz, d'une commission en vue de recenser l'ensemble des omissions de raccordement au gaz au niveau des communes de la wilaya en vue d'assurer leur prise en charge. Evoquant le problème de transit au réseau gaz au niveau de la commune de Sidi-Naamane, M. Bouazghi a ordonné une sortie sur le terrain en début de la semaine prochaine d'une commission conduite par le DEM et composée de toutes les parties concernées, en présence d'un attaché de cabinet. Comme il a fait cas de la tenue, d'ici la fin de la semaine prochaine, d'une séance de travail au siège de la wilaya pour examiner les oppositions en présence des entreprises réalisatrices. Selon le point de situation présenté par le DEM, le taux de raccordement de la wilaya arrêté au 25 mars 2015 est de l'ordre de 62% correspondant au raccordement de 182 514 foyers et au terme du reste à réaliser des programmes en cours, le taux passera à 93% correspondant au raccordement de 295 360 foyers. « Au terme du programme quinquennal, le taux sera de 98% », a-t-il dit.

Rabah Mokhtari

Tous les projets du secteur du tourisme doivent être extensibles



Le ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, Amar Ghoul, a affirmé jeudi à Guelma que « l'ensemble des projets programmés par le secteur du tourisme, qu'ils soient publics ou privés, doivent nécessairement être extensibles ». (Photo > D.R.)

Concertations dans le secteur de la pêche sur la bonification des crédits



Une série de concertations a été engagée, récemment, entre le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques et les professionnels de cette activité pour définir les conditions et les modalités d'application des mesures de bonification des taux d'intérêt des crédits et de l'assurance. (Photo > D.R.)

Tlemcen : saisie de 785 kg de kif traité provenant du Maroc



Quelque 785 kg de kif traité provenant du Maroc ont été saisis par la brigade mobile des douanes algériennes Akid-Abbes (Maghnia) a-t-on appris samedi auprès de la direction régionale des douanes algériennes de Tlemcen. (Photo > D.R.)

El-Tarf : plus de 20 familles rurales « modèles » honorées



Pas moins de 23 familles exemplaires résidant dans différentes zones rurales d'El Tarf ont été surprises jeudi par la remise de cadeaux des mains des membres d'une caravane de sensibilisation, a-t-on constaté. (Photo > D.R.)

enquête

Trafic des objets d'antiquité

Une enquête sans fin

→ Des filières internationales spécialisées dans le trafic des patrimoines culturels disposent de nombreux réseaux bien structurés et implantés un peu partout dans les pays riches en antiquités comme l'Algérie, la Tunisie et autres Etats

Le pillage du patrimoine culturel national connaît d'ores et déjà des dimensions inquiétantes dans notre pays et plus précisément aux frontières est reliées avec les wilayas de Souk Ahras, Tébessa et El-Tarf. Les services de sécurité n'ont pas lâché prise pour lutter contre les trafiquants d'objets d'art. Des opérations menées ont conduit au mois de novembre 2013 à la saisie de 200 pièces antiques récupérées par la Gendarmerie nationale dans la wilaya de Tébessa. Les gendarmes de cette région est ont agi sur la base de renseignements précis pour neutraliser un trafiquant au niveau du barrage dressé entre les routes nationales 10 et 16. Ce dernier circulait à bord d'une voiture de marque Renault Clio en sa possession 86 pièces de monnaies antiques, a-t-on appris de sources sécuritaires.

D'importantes pièces archéologiques ont été extraites des sites et vestiges patrimoniaux situés à l'est du pays plus précisément à l'ex-Mador, M'Daourouch à Tébessa. Trois membres d'un réseau de trafiquants ont été capturés par la gendarmerie avec 70 autres pièces originales en bronze récupérées dont quelques pièces remontant à l'époque romaine, indique-t-on. Dans ce volet, il est à rappeler que le 16 octobre 2012, un réseau spécialisé dans le vol et la vente d'objets d'antiquité datant de l'époque romaine avait été démantelé par les éléments de la Gendarmerie nationale de la commune de Medjez relevant de la wilaya de Guelma. Selon nos informations, trois personnes qui activaient dans ce groupe de malfaiteurs avaient été arrêtées suite à des renseignements précis, en possession de 14 pièces d'antiquité d'une grande valeur. Ces trafiquants d'objets d'antiquité ciblaient les sites archéologiques de l'est du pays, à savoir les ruines dans les régions de Guelma, Souk-Ahras et El-Tarf. Après une parfaite et discrète filature, les enquêteurs de la brigade de gendarmerie avaient pu neutraliser sur le tronçon reliant Souk-Ahras à Annaba trois membres du réseau répondant aux initiales de L.Z., N.K. et M.D., âgés entre 34 et 50 ans, qui étaient à bord d'un véhicule de marque Renault. Aussitôt une fouille était entamée par les ser-



vices de sécurité qui avaient découvert 14 pièces d'objets d'antiquité de grande et moyenne taille. Les voleurs avaient été arrêtés et présentés devant le procureur

tural algérien ne cesse de subir des destructions et pillages de la part des réseaux algériens et tunisiens qui continuent d'ores et déjà de voir en l'Algérie une grande source d'objets à vendre

Guelma, Jijel, Alger, Tipasa, Oran, Mostaganem et Ouargla. Parmi les pièces saisies en octobre 2012 à Guelma, figurent «5 statuettes métalliques datant de l'époque Punique, 20 médailles

pièces préhistoriques, 105 mosaïques et 18 armes antiques. La gendarmerie avait aussi découvert 42 cités et cimetières antiques, un patrimoine qui n'était même pas connu ou recensé par les services du ministère de la Culture. Parmi ces sites, ceux d'El Rabta et Toualbia dans la wilaya de Jijel. Le premier, qui remonte à l'ère phénicienne, se compose, de 42 tombes ; le second est une surface en mosaïque datant de l'ère romaine. Les constatations avaient révélé que les deux sites étaient à l'abandon, et que des constructions illégales y avaient été bâties, endommageant gravement les sépultures. Rappelons enfin que le masque de Gorgone, volé en 1996 du site antique d'Hippone (Annaba), dans l'Est algérien, avait été retrouvé à l'intérieur de la maison de Sakhr El-Materi, gendre du président tunisien déchu, Zine Al-Abidine Ben Ali. Ce masque en marbre blanc avait été trouvé en 1930, lors des recherches menées par l'équipe de l'archéologue français, Choupaut, aux abords du forum de l'antique Hippone Regius, indique-t-on

Oki Faouzi

L'est du pays, qui reste une région riche en sites culturels, est la cible favorisée des nombreux pilleurs en activité.

de la République près du parquet de Guelma qui avait ordonné leur mise en détention préventive avant leur procès. Dans le même sillage, il y a lieu de signaler que la Gendarmerie nationale avait récupéré 357 pièces dans 23 affaires enregistrées impliquant 14 personnes qui avaient été traduites en justice pour trafic d'objets d'art et de pièces antiques durant le premier trimestre 2013.

Pillage à grande échelle

Certainement le patrimoine cul-

sur le marché international. Or, l'est du pays qui reste une région riche en sites culturels est la cible favorisée des nombreux pilleurs en activité.

Les unités de la gendarmerie avaient découvert en 2012 un nombre de dix nouveaux sites archéologiques dans cette partie du pays. Selon le bilan de la gendarmerie, 25 affaires traitées en 2012 impliquant 43 individus arrêtés en possession de 495 pièces archéologiques dans les wilayas de Souk Ahras, Batna, Tébessa, Sétif, Constantine,

en bronze du XX^e siècle, une assiette en bronze et un sabre de bronze datant de 1852».

10 500 pièces culturelles volées en dix ans récupérées

Entre 2000 et 2010, le nouveau dispositif mis en place par la gendarmerie avait permis la récupération de 10 548 objets antiques, dont 9 000 pièces numismatiques, 79 statues, 21 stèles funèbres, 279 fragments céramiques et métalliques, 30 tableaux signés par des peintres de renommée mondiale, 861

AVIS

CHANTANT EN KABYLE
La Finlandaise Stina enflamme Béjaïa

La jeune artiste finlandaise Stina a enchanté le public de Béjaïa venu en masse réécouter un répertoire qui lui est habituel mais qu'il redécouvre avec bonheur dans une résonance aux accents nordiques et lyriques.

Durant une heure, l'artiste formée à la chanson d'opéra à Helsinki, a déroulé en effet des morceaux mythiques de la musique Kabyle dans une justesse étonnante, et servi par une voix aussi entraînante que lumineuse. "Izriw Yeghleb Lehmal" (Mes larmes coulent plus vite qu'un torrent) de El hadj El-Anka et magistralement reprise par Maatoub, "Amedieze" (Le poète) d'Ait Menguellat, "Ad d-zi Sâa" (Quant tournera l'heure) de Slimane Azem, "hella thamkent a-gouliw" (Il y'a une place dans mon cœur) de Djamel Allamâ, autant de compositions musicales et poétiques fétiches, difficiles à chanter, a fortiori pour un étranger ne maîtrisant pas la langue ni ses subtilités, mais qui dans sa bouche ont fusé comme autant de sonates de douceurs que d'amour. "C'est impressionnant. Elle s'est appropriée complètement le répertoire kabyle", s'étonne Djamel Benahmed, cadre à la direction de la culture de Béjaïa, visiblement subjugué par la performance de l'artiste qui, à ses yeux "non seulement a relevé le défi, mais ouvre une voie pleine d'espoir pour l'universalisation de la chanson kabyle".

Et visiblement, il n'était pas seul à tomber sous le charme. Toute la salle, pleine comme un oeuf, tout autant du reste que les coulisses et les couloirs avaient trépillé d'enthousiasme et répété en chœur chacun des morceaux entonnés.

Stina, en robe Kabyle, était visiblement décontenancée ne sachant quoi dire devant tant de chaleur et d'encouragement.

"Thanemirt" (en kabyle dans le texte), "Merci", se contentait-elle de répéter, avant de se remettre derrière son clavier. Ce n'est que vers la fin du récital, qu'elle a repris de l'aplomb en s'emparant du micro, et en improvisant quelques pas de danses. Le public a apprécié et l'a accompagné en reprenant à tue-tête et dans un délire total "Ketchni rouh nekki adekimegh" (pars, moi je reste) d'Ait Menguellat, répété par trois fois de suite. La communion était magique.

R. C.

7^e art algérien à Cannes

Cinéastes et producteurs parlent de leurs expériences

→ **Amoureux du 7^e art et porteurs de projets ambitieux, de jeunes cinéastes algériens, soucieux de voir leurs créations pénétrer les marchés internationaux du cinéma et les réseaux de distribution, déplorent le manque de visibilité de leurs produits.**

"Un film est fait pour être vu, d'où la nécessité d'une bonne distribution", note Sabrina Draoui, réalisatrice, de plusieurs travaux télévisuels et du court métrage "Goulli" (2008), primé dans différentes rencontres cinématographiques nationales et internationales. L'insuffisance des subventions publiques aux projets retenus dans le cadre de l'aide à la création a été également évoquée par les différents cinéastes et producteurs rencontrés par l'APS.

"Le financement actuel des longs métrages doit être revu à la hausse pour permettre un travail de qualité, aux normes techniques internationales", estime Sami Tigharghar, producteur et comédien qui a autofinancé en 2013 le documentaire "Qalâa Ait-Abbas". La postproduction, ou l'ensemble des techniques de finalisation d'un produit filmique demeure parmi les "préoccupations majeures des cinéastes algériens", estime Karim Moussaoui, réalisateur du court métrage "Les jours d'avant" (2014), primé à différents évènements

cinématographiques. "La mise aux normes internationales sur le plan technique joue un rôle prépondérant dans la réussite d'un film, cela devrait donc constituer une des modalités principales dans les contrats de coproduction", suggère le cinéaste Kamel laïche. Le réalisateur (Kamel laïche) du court métrage "Papillon" (2015), présent dans le pavillon algérien à Cannes, a, par ailleurs, déploré le manque de visibilité des productions algériennes à l'instar de son long métrage "Mista", pourtant réalisé en 2015 mais absent des regards du plus grand rendez-vous du cinéma au monde. La nécessité de faire confiance au génie créatif des jeunes cinéastes algériens, qui "sauront représenter dignement leur pays", a été rappelée par Mounes Khammar, réalisateur et producteur exécutif de "Eyyam", dernier clip de Warda El Djazairia et de nombre de films et documentaires primés dans différentes rencontres nationales et internationales. "Les jeunes, cinéastes, producteurs et distributeurs algériens sont capables de porter de grands projets et promouvoir l'image de leur pays dans les grandes rencontres internationales, il faut leur faire confiance", a martelé Mounes Khammar, citant l'exemple même du Festival de Cannes dont les réseaux de distribution sont dirigés par des jeunes. La grande expérience de l'Algérie dans le domaine du septième art a longtemps été évoquée par les jeunes cinéastes présents au festival, regrettant "



l'essoufflement de ce bel élan qui aurait pu permettre aux jeunes professionnels du cinéma de porter de grands projets". Cet élan a été rappelé le 18 mai dernier au 68^e Festival de Cannes, dans sa section "Cannes Classiques", lors de la montée des marches, moment très attendu de tous les cinéastes, où le tapis rouge fut déroulé à l'Algérie, présente à travers l'hommage rendu à Costa Gavras pour son film "Z". Costa Gavras avait réitéré ses "remerciements et sa gratitude à l'Algérie" sans qui,

son film "n'aurait jamais vu le jour", ajoutant que "Z" est un film qui a longtemps été interdit et auquel tout le monde avait tourné le dos". Autre moment évoqué de ce potentiel considérable cumulé par le cinéma algérien, la Palme d'Or obtenue en 1975 au 28^e Festival de Cannes par le grand cinéaste Mohammed Lakhdar Hamina pour son film "Chroniques des années de braises" et dont le 40^e anniversaire a été célébré au pavillon Algérie le 17 mai dernier.

R. C.

Barbara Tolevska à La Nouvelle République «Nous voulons organiser des journées algériennes en Serbie»



→ **Rencontrée à l'ouverture des 1^{ères} Journées de la Serbie en Algérie, organisées du 20 au 22 mai dernier par l'association des amis de l'Algérie, en collaboration avec l'ambassade d'Algérie en Serbie et le ministère de la Culture algérien, la présidente de l'association des amis de l'Algérie en Serbie, Barbara Tolevska a exprimé sa volonté d'œuvrer pour l'organisation des journées culturelles algériennes en Répu-**

blique de Serbie, estimant qu'il était nécessaire d'approfondir les relations culturelles entre les deux pays. Elle a, également souligné que ces échanges culturels entre l'Algérie et la Serbie sont rares. « Ce genre de manifestation permettra, aux deux pays d'échanger pour créer des relations plus étroites et un meilleur rapprochement culturel », a-t-elle ajouté. Notre interlocutrice a précisé, par ailleurs, que l'association des

amis de l'Algérie qui est localisée à Belgrade et qui a été créée en 2002 a pour mission de tisser et de développer des liens amicaux entre les Algériens et les Serbes, ajoutant encore que ladite association est composée d'artistes, photographes, diplomates (ambassadeurs), politiciens etc. Barbara Tolevska indiquera que nombre d'artistes serbes vouent une passion pour l'Algérie, tout en citant l'exemple du grand photographe serbe, Stevan Labudovic qui expose actuellement au Palais de Rais (Bastion 23) à Alger, dans le cadre des journées culturelles serbe à Alger : « Ce photographe est l'un des amis de l'Algérie, il a exercé ce métier durant la guerre de l'Algérie et cette exposition renferme des photos prises par ce photographe lors de sa récente visite en Algérie, au cimetière militaire serbe à Dely Ibrahim (Alger) où sont enterrés des soldats serbes tués durant la première Guerre mondiale et des photos panoramiques d'Alger »,

a-t-elle poursuivi.

Des artistes et photographes influencés par la guerre des Balkans

Evoquant l'art serbe et le parcours des artistes serbes, leurs inspirations et leurs univers, la présidente de l'association des amis de l'Algérie en Serbie, Barbara Tolevska, nous a révélé que plusieurs artistes et photographes ont été influencés par la guerre des Balkans. « D'ailleurs, on remarque leurs touches qui appellent à la paix à travers leur tableaux », a-t-elle ajouté.

A la question de savoir quelles étaient ses impressions sur l'Algérie et sur son patrimoine culturel, Barbara Tolevska a affirmé être fascinée par l'architecture islamique algérienne et le folklore algérien : « Le folklore algérien est similaire au folklore musical Serbe, c'est le même cas pour la gastronomie », fera-t-elle encore remarquer.

Mehdi Isikioune

santé

Batna

Un nouveau DG pour redresser la santé de proximité

Demeuré vacant depuis de longs mois après le départ forcé en retraite de l'ancien directeur général « controversé », le poste de direction de l'EPSP (santé de proximité) de Batna vient enfin d'être pourvu suite à la nomination d'un nouveau DG par le ministre de la Santé en accord avec le DSP de la wilaya et le wali.

Le choix final s'est donc porté sur M. Abderrahim Chélihi, Docteur en médecine, précédemment directeur de l'EPSP d'El-Madher, établissement que le ministre Boudiaf avait eu à visiter non sans repartir avec une bonne impression sur la bonne tenue de la gestion. Depuis son installation officielle en début de ce mois de mai 2015, M. Chélihi – ce natif de la ville de Batna, du quartier du stand – s'attèle avec passion à remettre les pendules à l'heure à l'intérieur d'un établissement de santé « fatigué », divisé et déstructuré par la faute d'une direction antérieure médiocre et malveillante. Ils sont unanimes les cadres et les employés de cet organisme à la traîne à affirmer que l'autorité représentée par le précédent DG n'a pas été à la hauteur de sa mission d'où la fragilisation à l'extrême du rôle de la santé de proximité dans la société batnéenne et pour une ville paradoxalement aussi importante comme Batna.

Bon sens, compétences et justice

Outils grâce à sa longue expérience de 30 années de service entre la profession de médecin dans le secteur public, des responsabilités dans la gestion et même dans le syndicalisme, M. Abderrahim Chélihi n'a pris ces treize (13) dernières années de travail que vingt-et-un (21) jours de congé de détente. A présent, l'objectif et le plan de charges de ce « bosseur infatigable » convergent exclusivement vers la réalisation d'un redressement des fonctions essentielles voire stratégiques des rouages de la santé publique locale. Il estime qu'en premier lieu, il s'agira de veiller sur le terrain à l'exécution sans faille des vingt-quatre (24) points ou recommandations du ministre Abdelmalek Boudiaf.

La philosophie globale de ce vademecum consistant à « rapprocher le médecin du malade ». La nouvelle loi sur la santé évoquant pour sa part une nouvelle notion appropriée du « médecin référent ». En fait, la première urgence est de stopper net l'ambiance délétère faite de « laisser-aller », de négligences professionnelles et fonctionnelles et d'une mentalité rentière héritée des comportements de l'ex-directeur qui avait par ailleurs divisé le personnel en « partisans » et en « cibles » à malmenager. D'où l'empressement du nouveau directeur Abderrahim Chélihi à communiquer un message significatif aux médecins, paramédicaux, fonctionnaires et agents de l'EPSP-Batna : « Servir exclusivement l'intérêt du malade et seulement du malade ». c'est d'ailleurs là que réside toute la problématique de la santé dans notre pays. Misant sur une totale



■ Vieux routier de la santé, le nouveau DG de l'EPSP-Batna le Docteur Abderrahim Chélihi n'a qu'un seul challenge : redresser l'établissement pour mieux servir les citoyens. (Photo > D. R.)

adhésion de l'ensemble du personnel de l'établissement, le nouveau directeur veut rapidement casser les freins en enrayant à jamais les mauvais plis et les reflexes négatifs donc les facteurs bloquants qui sont à la base malheureusement à la base de la déficience – avant sa venue – de la politique de santé de proximité. L'absentéisme et les désertions des postes de travail sont la cible à abattre. « Je ne permettrai à aucun employé quelque soit sa fonction ou son grade de signer sa présence sur la feuille de pointage pour abandonner tout de suite après son poste de travail. Certains pratiquant pendant les heures de travail et à l'extérieur de l'établissement le commerce du taxieur-clandestin », a-t-il insisté dans une discussion en tête-à-tête avec nous.

Travailleurs de la santé ou «taxieurs-fraudeurs» ?

Certes, ce phénomène n'est pas propre à l'EPSP-Batna et a pris un peu partout dans les administrations et les entreprises une ampleur, encouragé par une impunité inexplicable. « Absence totale de la conscience professionnelle notamment chez les travailleurs de la santé à Batna », aimait à répéter un ancien wali. Le nouveau DG de l'EPSP ne compte pas pour autant obliger les personnels à travailler mais se prépare résolument à appliquer dans toute leur rigueur les lois de la République concernant les règles de droit de la discipline. Un appel de ce DG est lancé pour un retour collectif, urgent et sérieux ainsi qu'à la loyauté de telle sorte que le salaire soit la récompense logique du travail honnête (pour ne pas dire « hallal »). Sans tricherie aucune. Le renouveau à l'EPSP-Batna est possible si l'on tient compte de l'exemple que vient d'administrer récemment le DG du CHU de Batna M. Laid Benkhédim. Celui-ci a bien réussi à imposer le poin-

tage aux médecins en exercice dans les services hospitaliers, eux qui furent avant intouchables. La mesure a eu l'avantage de mettre un terme à la nonchalance de certains médecins et paramédicaux qui disparaissaient aussitôt venus au travail. Le DG du CHU n'a pas eu au début la tâche facile puisque sa décision de moraliser l'assiduité au travail des praticiens, paramédicaux et agents, avait été accueillie par des réactions de résistance au changement. Mais l'intransigeance de M. Benkhédim à aller jusqu'au bout a fini par payer et a réhabilité le service public.

Casser la chaîne des «chiyatine»

Pour l'EPSP-Batna et selon son nouveau DG, les changements au sein de cet établissement ont déjà commencé. Des appareils électroniques de pointage sont en fonction pour encadrer et contrôler la ponctualité, l'assiduité et d'autres moyens ou méthodes permettront d'évaluer le rendement (contenu et volume du travail) de chacun dont des visites inopinées du DG lui-même. Cette approche permettra au moins d'appliquer la justice dans l'octroi de la prime de performance que l'ancien directeur distribuait à tort et à travers à ses seuls (es) partisans et partisans (comprendre les chiyatine) et privant tous ceux et toutes celles qui n'étaient pas en odeur de sainteté avec lui. En attendant la construction du nouveau siège près de l'actuel et du cimetière chrétien, l'EPSP-Batna va s'installer provisoirement dans le bâtiment de lutte contre la toxicologie. Ce bâtiment ayant été construit pour servir d'annexe de l'institut Pasteur (Alger) mais il a été cédé finalement à la direction de la santé de la wilaya. A terme, l'actuel siège de l'EPSP sera transformé en unité de gynéco-obstétrique. Il est question également de faire déménager le service médical d'orthopédie.

Les modalités de la procédure font l'objet de négociations avec les autorités à travers le DSP. Il convient d'agir vite pour combler avec une relance efficace les carences constatées antérieurement par les citoyens des quartiers populeux au niveau des polycliniques. Cela ne peut s'opérer que par une vigoureuse prise en charge de l'exécution de l'ensemble des programmes de santé de proximité.

Un staff de direction caricatural

Le remue ménage qui touchera partiellement un redéploiement du personnel administratif – l'EPSP ayant été rabaissé avant à un niveau de sous encadrement suicidaire notamment au niveau du staff de la direction générale qui a été voulu caricatural – coïncide avec une amélioration progressive des soins de proximité, une réintroduction de la prévention sanitaire dont les vaccinations et le contrôle des maladies à transmission hydrique surtout pour la période estivale. Le contrôle sanitaire et d'hygiène des restaurants, cafés, gargottes, crémeries, etc, doit impérativement être renforcé pour préserver la santé de la population. L'EPSP dispose de médecins généralistes et de dentistes ainsi que de 4 à 5 spécialités médicales, opérationnelles dans les polycliniques de quartiers. Ce sont ces activités et partant leur extension prochaine par d'autres spécialités qui vont permettre au CHU de mieux appliquer son plan d'externalisation de ce genre de soins pour être pris en charge dorénavant seulement par les polycliniques et centres de soins de proximité. Le CHU ne devra se consacrer qu'aux soins de pointe dits d'hospitalisation, à la formation hospitalo-universitaire et à la recherche scientifique.

Cette tendance projetée du plan de redéploiement des plans de charges du CHU nous avait été confirmée par par le DG. Benkhédim. Son exécution permet d'asseoir la hiérarchisation des soins par l'instruction de « médecins référents » qui s'ajoute aux fameux 24 points du ministre. Tout compte fait, les Batnéens se rendent compte que malgré la lenteur de réaction à changer les choses, le DSP de la wilaya M. Idriss Khodja Hadj a tenu ses promesses à travers une pondération de sagesse. Le bon choix de la personne du nouveau DG de l'EPSP-Batna pour réhabiliter et redresser au plus vite cet établissement est on ne peut plus stratégique. Mais d'autres questions restent à élucider tel le cas du fauteuil dentaire disparu du temps de l'ancien directeur, l'inventaire du magasin central de l'EPSP qui a été tronqué (inachevé volontairement par une enquêtrice dépêchée par la DSP), oeuvres sociales jamais encore contrôlées sur le plan de la gestion des deniers publics et des marchés passés, inexistence de sections syndicales nécessaires comme contrepouvoirs. A signaler pour l'anecdote le cas d'un cadre au niveau de la direction de l'EPSP qui a énormément profité des ordres et frais de missions de l'établissement pour voyager d'Alger vers Batna en plusieurs déplacements des véhicules neufs d'un concessionnaire de véhicules moyennant le bénéfice d'un (1) million par voyage. L'EPSP n'a-t-elle été qu'une vache à traire pour une poignée de malhonnêtes ?

Ali Benbelgacem

Ils sont des millions

«Gens de nulle part, les apatrides dans le monde»

→Avoir une nationalité est un droit énoncé dans l'article 15 de la déclaration universelle des droits de l'Homme. Ce droit fait pourtant encore aujourd'hui défaut à quelque 10 millions de personnes dans le monde qui répondent à la définition d'apatrides.

Ainsi aller à l'école, ouvrir un compte en banque, voyager, avoir un passeport, une carte d'identité, un certificat de naissance, un certificat de mariage, voire un certificat de décès sont des difficultés quotidiennes auxquelles sont confrontés beaucoup d'apatrides.

Dans le cadre d'une campagne de dix ans pour mettre fin à l'apatridie, le HCR a présenté, avec le soutien du Conseil départemental des Pyrénées Orientales dans le sud de la France et en partenariat avec Thithat Peel, présidente de l'association culturelle franco-vietnamienne, l'exposition intitulée «Gens de

nulle part, les apatrides dans le monde» du photographe Greg Constantine.

A la Maison de la Catalanité, haut lieu de culture à Perpignan, les représentants du Conseil départemental et de la mairie de Perpignan ont pris la parole pour évoquer non seulement l'histoire de la région avec la Retirada, l'exil des Républicains espagnols dans les Pyrénées-Orientales mais aussi en ayant une pensée particulière vis-à-vis de ceux et celles qui fuient les persécutions et la guerre et se retrouvent à la dérive en Mer Méditerranée mais également dans le Golfe du Bengale à l'instar des Rohingyas, minorité musulmane apatride au Myanmar.

Le vice-président du Conseil Départemental, Alexandre Reynal a dit sa fierté qu'un tel événement soit organisé dans son département et exprimé son sentiment face à ces photos qui interpellent le visiteur avec un mélange de fascination et de stupeur. Le maire adjoint de Perpignan, Pierre Esteve, s'est exprimé en ces termes pour dire son effroi pour les personnes qui vivent cette situation, en terme de statistiques, «10 millions de personnes, cela représente la Catalanité» et d'ajouter : «Etre apatride, c'est ne pas être reconnu : quoi de plus terrible que d'être traité comme rien».

Le photographe, Greg Constantine, pré-

sent à travers une vidéo s'est dit heureux de cette nouvelle présentation de son travail visant à donner un visage à la question de l'apatridie et se faisant le porte-voix de ces «Gens de nulle part» a notamment déclaré : «Je pense que, grâce à mon expérience de terrain sur l'apatridie, c'est là une chose essentielle que réclament les apatrides dans le monde. Ils veulent être reconnus, ils veulent une identité et ils veulent ressentir avoir le droit à des droits».

Ce fléau touche chaque année, des dizaines de milliers d'enfants qui héritent, à la naissance, de la condition d'apatridie de leurs parents. L'apatridie peut résulter d'une discrimination doublée d'une privation arbitraire de nationalité, d'une cession de territoires, de mauvaises pratiques d'enregistrement de l'état civil, de l'impossibilité de se procurer des documents prouvant sa nationalité ou de lacunes des législations sur la nationalité.

Philippe Leclerc, représentant du HCR en France, et ancien responsable de l'unité de l'apatridie au siège du HCR a exprimé ses vifs remerciements au Conseil départemental et rappelé combien il est important de comprendre le monde tel qu'il est pour pouvoir répondre aux situations de réfugiés et d'apatridie : «Toutes ces photos recou-

vrent des réalités d'apatridie très particulières qui ont souvent à leur origine des discriminations et sont le résultat de processus historiques, mais il n'y a pas de fatalité de l'apatridie et le HCR à travers sa campagne de 10 ans s'emploiera avec tous les hommes et les femmes de bonne volonté à contribuer à résoudre les situations politiques et juridiques qui permettront d'éradiquer l'apatridie». Thithat Peel, ancienne réfugiée et fonctionnaire du HCR, a été la cheville ouvrière de cet événement et n'a pas hésité à lancer un vibrant appel aux habitants de Perpignan et de la région du Languedoc-Roussillon afin d'exprimer leur solidarité envers les apatrides et les réfugiés et a appelé notamment les municipalités à accueillir des réfugiés syriens dans le cadre du programme d'admission humanitaire mis en œuvre par le HCR et la République française « Ensemble nous pouvons faire quelque chose et compter sur la solidarité dans les Pyrénées Orientales ».

Enfin, le témoignage à chaud inscrit au livre d'or de l'exposition dénote tout simplement le ressenti des visiteurs : «Derrière ces magnifiques photos, il ne faut pas oublier ce terrible désarroi de n'appartenir à aucun pays. Merci pour ces quelques instants de réflexion».

C. P.

Publicité

CRBAF 2 - RCR 1

Aïn Fakroun assure son maintien

→ Stade des Frères-Demène Debbih d'Aïn M'lila, temps clémente, affluence nombreuse, pelouse en bon état. Arbitrage assuré par Boudrar, assisté de Yahi et Alaoua. Buts : Keffi (16'), Belaili (85'), CRBAF, Merzougui (87') RCR.

Composition des 2 équipes : CRBAF : Boufenache, Belaili, Mansour, Oukrif (Arroudj 87'), Ziad R, Haloui, Chouieb, Saïbi, Keffi, Djabali (Tiara), Yalaoui Entraîneur : Belachtar RCR : Meddah (Batchali 51'), Benamar (Merzougui 72'), Rahoui, Benharoune, Maaskri, Bentaf, Hadj Larbi (Attek 72'), Youcef Zabrarria, Nasri, Bouda, Ghazi Entraîneur : Benyelles



■ Aïn Fakroun a évité la relégation. (Photo >D. R.)

Revigorés par un nul précieux face au WAT à Tlemcen la semaine passée, le CRBAF qui a besoin uniquement d'un seul point pour assurer sa survie en ce championnat de Ligue 2 Mobilis, n'a pas laissé échapper cette occasion pour glaner les 3 points devant le RC Relizane, qui a déjà la tête ailleurs suite à son accession en Ligue 1 Mobilis, 25 ans après.

D'emblée, les Tortues ont assiégé la défense adverse et après plusieurs tentatives notamment par Yalaoui, Keffi, Mansour aux 4', 9' et 11' de jeu sans succès. Keffi était là pour libérer les siens à la 16' de jeu suite à une action collective et sur une belle ouverture de son coéquipier Mansour qui ne trouva aucune peine à loger le cuir dans les filets

de Meddah. Les Tortues auraient pu aggraver la marque si l'arbitre avait sifflé un penalty indiscutable suite au fauchage de Djabali à la 24' de jeu en plein surface de vérité. L'équipe du CRBAF accentue son forcing mais son danger pour les visiteurs, qui optèrent pour la défensive en se contentant de dégager

le ballon à l'emporte pièce. A signaler qu'aucune action n'est à signaler de la part des visiteurs durant tout le premier half.

Au cours de la seconde mi-temps, le pressing du Chebab persista et porta le danger à maintes reprises sans toutefois arriver à concrétiser les occasions qui se sont présentées aux 57', 72' et 81' par les attaquants qui ont échoué à chaque fois au niveau de la surface de réparation.

A la 85', un assaut rapide des camarades de Ziad R., Belaili aggrava la marque d'un joli tir des 25

mètres. Par la suite, le remplaçant Merzougui sur une action individuelle réduit la marque à la 87'. Ainsi sur ce score 2 à 1, les Tortues ont assuré l'essentiel et devront d'ores et déjà penser à l'exercice prochain d'autant plus qu'ils évolueront dans leur propre stade Alleg-Abderrahmane qui est finalement fin prêt. A noter qu'en fin de partie, les fans des 2 équipes ont envahi le terrain pour exprimer leurs joies et recevoir des mains des joueurs les maillots en guise de cadeaux.

A. Remache

Ligue 2 Mobilis

Le WA Tlemcen et l'ESM Koléa relégués en amateur

→ Le WA Tlemcen et l'ESM Koléa ont rejoint l'AB Merouana en division nationale amateur de football à l'issue de la 30^e et dernière journée du championnat d'Algérie de Ligue 2 Mobilis, disputée vendredi et qui a permis au DRB Tadjenant de prendre la seconde place derrière le champion l'USM Blida. L'ESM Koléa n'a pas sauvé sa peau malgré une victoire pour l'honneur contre le WA Tlemcen (3-1) dans le choc des mal classés.

Un succès insuffisant pour se maintenir après le nul ramené par l'USMM Hadjout de Merouana contre l'ABM (0-0). L'ESM termine donc la compétition à la 14^e place avec 34 points devancée par l'USMM Hadjout, qui sauve in-extremis sa place parmi l'élite grâce au précieux nul obtenu de Merouana, qui était déjà relégué. De son côté, le WA Tlemcen, ancien pensionnaire de la Ligue 1 professionnelle et vainqueur de la Coupe d'Algérie évoluera désormais en championnat de division amateur l'année prochaine. Une grosse déception pour les Zianides qui payent, ici, une saison calamiteuse.

La 30^e et dernière journée a permis d'autre part au DRB Tajenant de chiper la deuxième place au RC Relizane grâce au nul décroché en déplacement devant l'A Boussaâda (0-0) profitant du faux pas du RC Relizane, défaits par le CRB Aïn Fakroun (2-1).

Quant au champion de la Ligue 2 l'USM Blida, il termine la saison sur un nul hors de ses bases contre l'US Chaouia (1-1). Les hommes de Kamel Mouassa ont mené jusqu'à la 87^e minute grâce à une réalisation de Sayah, mais le «goleador» de l'USC Lamhane a remis les pendules à l'heure en toute fin de partie.

Résultats :
CRB Aïn Fakroun 2 - RC Relizane 1
JSM Béjaïa 2 - AS Khroub 2
MC Saïda 1 - CA Batna 0
AB Merouana 0 - USMM Hadjout 0
US Chaouia 1 - USM Blida 1
O. Médéa 2 - CA Bordj Bou-Arréridj 3
Amel Boussaâda 0 - DRB Tadjenant 0
ESM Koléa 3 - WA Tlemcen 1

Samir Amier

«Ibbou a déjà atteint tous ses objectifs»

→ La joueuse de tennis algérienne Inès Ibbou, malgré une élimination précoce dans un tournoi international juniors actuellement en cours à Milan (Italie) «a quand même atteint tous les objectifs qu'elle s'est fixés pour 2015 : le titre de championne d'Afrique des U18 et une place dans le top 50 mondial», a affirmé le Directeur technique national (DTN) Samir Amier. «Ibbou s'est fixée deux principaux objectifs pour l'année 2015 : le titre de championne d'Afrique des U18 et une place dans le top 50 mondial. Bien que nous ne soyons qu'au mois mai, elle a déjà rempli sa mission», a déclaré le DTN à l'APS. Il y a un mois, Ibbou occupait la 152^e place au classement mondial. Mais, en constante progression cette saison, elle n'a cessé d'améliorer ce classement, en commençant par passer à 93^e place suite à son sacre continental chez les U18, le 10 avril dernier au Caire (Egypte).

Quelques semaines plus tard, la jeune algérienne a remporté le tournoi international «junior» à Florence (Italie) pour se hisser à la 68^e place, puis à la 45^e.

Ibbou pourrait améliorer ce classement davantage en récoltant d'autres points au cours des prochaines semaines, notamment, à travers sa participation au tournoi de Roland Garros du 31 mai au 6 juin à Paris (France). «Le prochain objectif pour Ibbou sera d'intégrer le top-ten mondial junior. Elle n'a que 16 ans et elle dispose donc de deux ans pour réussir cette performance», a annoncé le DTN Samir Amier.

La jeune algérienne a été encadrée par le coach Zine El Abidine Moudoun pendant dix ans (de 6 à 16 ans, ndlr) avant de passer sous l'égide de la Fédération algérienne de tennis (FAT) au début de l'année 2015, avec l'ambition de donner une autre dimension à sa carrière.

EN DEUX MOTS

USM Alger

Radjeradj est toujours en poste

Le responsable de la cellule de communication de l'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football), Hakim Benmouloud a affirmé qu'aucune notification n'est parvenue au manager général du club, Rachid Radjeradj, à propos d'un éventuel limogeage. «Jusqu'à preuve du contraire, Radjeradj est toujours en poste, mais il est dans l'impossibilité d'exercer actuellement ses fonctions en raison d'un congé de maladie. Pour le moment, aucune notification ne lui est parvenue de la part de la direction», a affirmé à l'APS, l'attaché de presse du club de la capitale. Un peu plus tôt, une source proche de la direction avait affirmé à l'APS, que le club a procédé à la résiliation du contrat liant Radjeradj à l'USMA. «Pour le moment, je ne peux ni confirmer ni infirmer cette information», a ajouté Benmouloud. Lundi, la direction a procédé au limogeage de l'entraîneur allemand, Otto Pfister, ainsi que le préparateur physique, le Franco-Sénégalais Armand Séné, alors que l'entraîneur adjoint, Dziri Billel a demandé à être déchargé de sa mission avec l'équipe seniors, mais reste à la disposition du club.



Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA.

Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse. 1, rue Bachir Attar, Place du 1^{er}-Mai - Alger. Tél. : 021 6710.44/6710.46 Fax : 021 6710.75.

Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1. 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.

Membres fondateurs : Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune.**

Directeur de coordination : **Samir Sabek** Directeur commercial : **Ouahid Kouba.**

Composition **PAO La Nouvelle République** Impression Alger : **SIMPRAL.**

Oran : **SIO.** Constantine : **SIE** Diffusion centre : **SEDICOM.** Ouest : **SPDO.** Est : **El Khabar.** Sud : **Trag diffusion** Publicité : **La Nouvelle République,** Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021 6710.75. E-mail :

lnr98@yahoo.fr / E-mail pub : lnr98publicite@yahoo.fr - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19.

Conception : **Studio Baylaucq,** Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40 Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

en direct

Samir Amier

«Ibbou a déjà atteint tous ses objectifs»

le match à suivre football

CRBAF 2 – RCR 1

Aïn Fakroun assure son maintien

Ligue 2 Mobilis

Le WAT et l'ESMK relégués en amateur

Salim Baghdad

«Je suis un dommage collatéral de ce qui s'est passé à *Charlie Hebdo*»

→ Slim Baghdad, un joueur franco-algérien, gardera encore pour longtemps les traces d'un acte barbare commis sur lui et sa famille par des supporters français racistes. Salim qui évolue dans le club de l'AS Nancy-Lorraine ne s'attendait pas à une mésaventure qui le marquera à tout jamais. Il s'est confié à France Football, ce jeudi.

Les faits prennent racines juste après les attentats qui ont ciblé *Charlie Hebdo* en janvier dernier. Après sa séance d'entraînement, un supporter l'interpella et engagea avec lui, une discussion sur le foot, ce qui est de prime tout à fait normal. Loin de se douter de ce qui pouvait lui arriver, le supporter raciste lui cracha dessus. Salim raconte : «Il commence à m'insulter. Sale Arabe, sale bougnoule, on est tous des Charlie, la France aux Français, dégage à Toulouse Mohamed Merah, on sait que tu t'appelles Baghdad. Je suis, ainsi devenu un dommage collatéral de ce qui s'est passé à Charlie Hebdo». Les faits ne se limitent pas à ce niveau de provocation, puisque d'autres missionnaires sont allés porter atteinte à la dignité de sa famille. Son épouse prise de panique raconte, «tout l'après-midi, des gens sont venus frapper à la porte. Ils ont laissé une poche devant la porte. Je regarde à l'intérieur, il y a des imprimés où il est écrit «Salim Baghdad, né le 11 septembre, est allé dans le même lycée que Mohamed Merah», mais aussi du porc, et le drapeau tricolore».

Plus grave, rapporte France Football, un courrier contenant les mêmes éléments est envoyé au siège de son club. Le pire vient de son coach qui devient ainsi complice en lui conseillant d'étouffer l'affaire et de ne rien dire : «Il ne faut pas en parler, ça va prendre d'autres proportions, et en plus c'est politique au niveau de la France car le climat est tendu». L'entraîneur uruguayen va plus loin dans sa complicité, «il me dit aussi que le mercato n'est pas terminé. Je suis choqué, je lui dis que ce n'est pas ce



■ Des supporters racistes s'en prennent à Salim Baghdad. (Photo > D. R.)

que j'attendais de lui, révèle Salim qui est reçu en parallèle par le directeur sportif lorrain, Paul Fischer, et questionné par un agent des renseignements généraux. Salim comprend un peu mieux le scénario monté par les services de police. Il a expliqué : «Il commence à me parler d'une mosquée où j'allais à Toulouse, celle de Mohamed Merah, reprend Salim. Il me sort une photo quand je suis à la mosquée un vendredi. Ce n'est pas une mosquée intégriste du tout. J'y allais avec des joueurs du TFC, du Stade Toulousain et avec les joueurs de Luzenac. Le mec des RG me sort même une photo de moi à la mosquée... Je lui dis que c'est ridicule et ce n'est pas parce que je vais à la mosquée qu'on a le droit de m'insulter de sale Arabe, bougnoule ou

sarrasin». Paul Fischer, aussi, a été marqué : «Salim est venu me voir en janvier pour me raconter son histoire : insultes, menaces et même filature. Je n'en revenais pas. Je sais qu'il y a des joueurs pris à partie parfois, un peu partout, mais un truc aussi poussé, aussi préparé, ça doit être rare», détaille-t-il. Pour le représentant du joueur, à partir de là, c'est le grand virage de la discrimination raciale qui montre son vrai visage. Faire basculer son avenir sportif ou le licencié. Et pour le boss de l'Asnl, pas question d'y voir là, une volonté du club d'étouffer l'affaire sous la pression des supporters. «C'est une République ici, et il n'y a pas à chercher à intimider qui que ce soit, quelles que soient ses opinions, je veux que ce soit très clair.

Et ceux qui me connaissent savent aussi que je ne me laisse pas impressionner le moins du monde par des pseudo-supporters ou par qui que ce soit.» Depuis cette histoire, Salim devient l'homme à éviter. L'infréquentable joueur franco-algérien. Le climat devient de plus en plus lourd pour lui, les regards se multiplient accompagnés de commentaires, qui ne consolent pas ce joueur, au contraire. Même son entraîneur a la peur au ventre. Il devient, lui aussi, l'ennemi «déguisé» de Salim.

H. Hichem

A voir

- BeIN Sports 1 : AC Milan – Torino FC à 18:45
- EuroSport2 : NY Red Bulls – Philadelphia Union à 21h

La Der

La corruption dans notre football est un fait établi bien qu'elle n'ait jamais entraîné des sanctions ni même alarmé les responsables. Une recrudescence de scandales liés à ce phénomène éclabousse de nouveau, une discipline où la falsification des résultats des matchs n'est plus qu'un jeu d'enfants. Des scandales à répétition donnant l'impression que nous sommes sur une planète autre que la terre. Les derniers en date émanent des joueurs approchés pour lever le pied en contrepartie d'une mirobolante somme d'argent. Jonathan Matigas, le portier de Bel-Abbès et Oussama Litime de Blida ont, à leur tour, rompu le silence pour dénoncer des tentatives

de corruption pour faire perdre leurs équipes respectives. N'y a-t-il pas une preuve aussi tangible que celle-ci pour sanctionner leurs auteurs ou bien ces affaires subiront-elles le même sort que ses devancières ? Il est même plus que certain que ces dénonciations resteront lettre morte et que ces deux affaires seront étouffées bien que la Commission de discipline jure par tous les saints que la réglementation sera appliquée dans toute sa rigueur. Si ces deux ont pris leur courage à deux mains pour dénoncer ces tentatives, combien sont-ils à marcher dans les combines ? On n'oserait même pas penser à leur nombre ni aux sommes d'argent qu'ils ont

touché mais une chose est sûre, la corruption fait rage dans notre football sans jamais que des sanctions soient prononcées à l'égard de ses auteurs. Cette impunité leur laisse le champ libre pour «empoisonner» le football et tout son environnement. Tant que les instances restent muettes devant ce phénomène, il est à parier que dans un avenir proche, la corruption se fera à ciel ouvert, au vu et au su de tous. Il est quand même surprenant qu'on laisse faire alors que la corruption dans le monde du football fait pignon sur rue et que le nombre de scandales s'accroît d'une manière dangereuse.

Assem Madjid

Scandales à répétition